



« C'EST UN MAL NÉCESSAIRE » :

La dynamique « dozo » en lien avec la cohésion sociale dans un contexte de renforcement de la résilience communautaire dans les localités frontalières du nord de la Côte d'Ivoire

Dr. Parfait N'GORAN
Dr. Moussa FOFANA
M. Bernard BLÉOU

Septembre 2023



« C'EST UN MAL NÉCESSAIRE » :

La dynamique « dozo » en lien avec la cohésion sociale dans un contexte de renforcement de la résilience communautaire dans les localités frontalières du nord de la Côte d'Ivoire

Dr. Parfait N'GORAN

Dr. Moussa FOFANA

M. Bernard BLÉOU

Septembre 2023

Sponsor :

Equal Access International

Ce produit de recherche a été rendu possible grâce au soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre de l'accord de coopération de l'USAID n° 72062421CA00002. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'Equal Access International, de l'Agence des États-Unis pour le développement international ou du gouvernement des États-Unis d'Amérique.

Photo de couverture : Equal Access International sous CC BY-NC-SA 4.0

Toutes les autres photos : crédit Equal Access International sous CC BY-NC-SA 4.0 and Romina Facchi - www.exploring-africa.com

ISBN 978-1-964458-01-4

TABLE DES MATIÈRES

Sigles et abréviations.....	4
Glosaire	5
Liste des illustrations	5
A. Résumé exécutif.....	6
B. Leçons apprises et recommandations	9
C. Présentation de l'équipe de consultants	10
1 Contexte de l'étude	11
2 Objectifs et résultats attendus de l'étude.....	12
3 Approche méthodologique et politique de terrain	14
Sites de l'étude.....	14
Mode d'organisation de la collecte des données	15
Enquêtes de terrain	15
4 Défis liés au terrain et stratégies d'immersion de l'équipe de recherche	16
5. Dynamiques locales de l'implication des dozos dans la sécurisation des personnes et des biens.....	17
5.1 Brève histoire de la confrérie dozo.....	17
5.2 La sécurité communautaire : une tradition ancienne chez les dozos.....	17
5.3 De la sécurité communautaire à l'espace public sécuritaire : facteurs et temporalités du basculement des dozos	17
6. Imaginaires et perceptions locales autour de la figure du dozo.....	20
6.1 Facteurs de la confiance des communautés dans « l'expertise dozo »	20
6.2 Les dozos comme vecteur de déstructuration du lien social	21
7. Gouvernance sécuritaire locale de la confrérie dozo.....	23
7.1 L'organisation sociale et la chaîne des responsabilités	23
7.2 Les interventions de dozos face aux troubles de la sécurité	25
8. Collaborer dans l'extra-légalité : Convergences et antagonismes entre l'offre sécuritaire dozo et étatique	30
8.1 Les convergences	30
8.2 Les antagonismes.....	31
8.3 Analyse des Forces, Faiblesses, Opportunités et Risques (Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats, SWOT) liés à la mobilisation des dozos dans un contexte de résilience communautaire	33
9. Implication des dozos dans les compétitions locales autour de la gestion des ressources naturelles	34
9.1 Principales activités économiques	34
9.2 Les domaines économiques qui font appel aux dozos.....	34
9.3 Les objets de tension communautaire autour des ressources naturelles.....	35
Conclusion : Leçons apprises et recommandations	37
Références bibliographiques	38



SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AFJCI :	Association des Femmes Juristes de Côte d'Ivoire
AGEREF :	Association de Gestion des Ressources Naturelles et de la Faune
ALPC :	Armes Légères et de Petit calibre
AQMI:	Al-Quaïda au Maghreb Islamique
CEDEAO :	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
EAI :	Equal Access International
EEL :	Engins Explosifs Improvisés
EV:	Extrémisme violent/Extrémistes violents
FDS :	Forces de Défense et de Sécurité
FENACODO-CI :	Fédération Nationale des Confréries Dozo de Côte d'Ivoire
FN :	Forces Nouvelles
GEV :	Groupes Extrémistes Violents
MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
NORC :	Centre National de Recherche d'Opinions (NORC) de l'Université de Chicago
OIPR :	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
ONUCL :	Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire
PNC :	Parc National de la Comoé
R4P :	Résilience pour la Paix
SWOT :	Strengths, Weaknesses, Opportunities and Threats (Forces, Faiblesses, Opportunités et Menaces)
VDP :	Volontaires pour la Défense de la Patrie



GLOSSAIRE

Dozo : Les dozo sont une fraternité de chasseurs traditionnels du nord de la Côte d'Ivoire, du sud-est du Mali et du Burkina Faso, dont le nom vient du mot bambara signifiant chasseur. L'adhésion se fait par initiation.

Dozoya : C'est l'état de dozo aussi bien que toutes pratiques liées à la fonction de dozo (chasse, rite cérémoniel, etc.)

Dozo-ton : Désigne les groupes et organisations de chasseurs aussi bien au niveau villageois qu'à une échelle plus importante (locale, régionale, nationale et même internationale).

Dozo-bâ : Ce terme désigne un grade hiérarchique élevé dans la confrérie et la fonction de premier responsable des associations de chasseurs traditionnels.

Dozo-karamoko : Ce terme désigne le dozo formateur chargé d'enseigner et former le dozo à la suite de son adhésion.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Carte 1	Carte des régions et villes du nord de la Côte d'Ivoire	7
Diagramme 1	Chronologie des interventions Dozos et de la violence politique en Côte d'Ivoire de 1980 à 2023	11
Tableau 1	Collecte des données par groupes sociaux	14
Tableau 2	Qualités/compétences des dozos	20
Tableau 3	Actions ou faits légitimant localement le rôle des dozos	21
Diagramme 2	Structure organisationnelle de la confrérie Dozo	24
Diagramme 3	Récapitulatif des acteurs qui recourent aux dozos	27
Diagramme 4	Analyse SWOT de la dynamique dozo dans le contexte de la résilience communautaire et de la cohésion sociale dans les régions du Folon, de la Bagoué et du Tchologo	32
Diagramme 5	Principales activités économiques dans les localités de l'étude	34
Diagramme 6	Récapitulatif des acteurs qui recourent aux dozos	36
Diagramme 7	Esquisse de stratégies de communication autour de la question dozo	39

A Résumé exécutif



Dozos dans un camp sur Monte Coffee

Spécificité des aires ethnolinguistiques mandingue et gur, et confinée principalement dans la partie septentrionale de la Côte d'Ivoire, la confrérie *dozo* fait son irruption dans l'espace public dans les années 1990. Cette évolution coïncide avec la grave crise économique qui frappait de plein fouet le pays et dont l'une des conséquences est l'affaiblissement de l'offre sécuritaire étatique. Dans le même temps, la montée du grand banditisme dans les villes et les campagnes a entraîné un besoin croissant de sécurité chez les populations. Pour répondre à cette demande de sécurité, les *dozos* furent appelés à prêter mains fortes aux forces de défenses et de sécurité (FDS).

Depuis lors, la confrérie *dozo* ne s'est plus véritablement éloignée de l'espace public. Ainsi, dans les épisodes de violences politico-militaires survenus en Côte d'Ivoire, on retrouve les *dozos* soit comme agents de sécurité (en 1995, 1999 et en 2000) soit comme partie prenante aux confrontations politiques (de 2002 à 2011). Ces multiples implications au gré de la conjoncture socio-politique ont suscité progressivement de vives controverses autour du *dozoya*. Ces controverses sont alimentées par des accusations diverses : bras armé ou milice des leaders politiques nordistes, atteintes aux droits de l'homme, crimes contre l'humanité, etc. Au fil du temps, l'image positive du *dozo*, détenteur de pouvoirs magico-religieux et porteur de sécurité, s'est détériorée.

En 2016, la Côte d'Ivoire bascule parmi les pays exposés au terrorisme suite à l'attaque de Grand-Bassam par Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI). Ce qui marque un autre tournant dans la "trajectoire sécuritaire" de la confrérie *dozo*. En effet, les attentats de 2016, les attaques meurtrières de Kafolo en 2020, de Téhini et Tougbo en 2021 et les menaces



que font peser les Groupes Extrémistes Violents (GEV) sur les populations des localités frontalières du nord ont remis en selle les *dozos*. Au niveau local, une bonne frange de la population continue de recourir à leur service. Aussi, leur collaboration avec les FDS dans la lutte contre la menace extrémiste est globalement appréciée. Cette perception positive des *dozos* se nourrit d'abondants témoignages et récits relatifs à leur efficacité dans la traque des GEV ainsi que dans les réponses à la demande locale de sécurité. Cependant, au sein de la communauté peule et dans le milieu des promoteurs des droits de l'homme, les *dozos* sont vus d'un mauvais œil et perçus comme des vecteurs de tensions socio-ethniques. Pour les Peuls, la "justice dozo" est une justice partielle et oppressante. Particulièrement dans les cas de résolution des conflits éleveurs-agriculteurs, ils ont le sentiment que les *dozos* tranchent presque toujours en faveur de leurs "frères autochtones"¹. Pour les promoteurs des droits de l'homme, les *dozos* ont tendance à ne pas « respecter la loi », ni les procédures formelles, et à infliger des traitements dégradants aux voleurs ou autres criminels ; ce qui ne les rend pas légitime dans l'exercice de fonctions de sécurité, de justice ou dans un rôle de régulateurs de l'ordre socio-communautaire.

Dans le cadre du Programme Résilience pour la Paix (R4P), les initiatives de résilience communautaire implémentées

par Equal Access International (EAI) dans la partie frontalière nord de la Côte d'Ivoire s'accompagnent d'un travail de compréhension des dynamiques locales. Cette étude s'inscrit dans cette perspective et offre une analyse des évolutions du *dozoya* et leurs implications sur le vivre-ensemble communautaire. Elle a débouché sur les résultats principaux suivants :

Les *dozos* sont des acteurs sécuritaires alternatifs au niveau local depuis plus de 30 ans. La lutte contre l'extrémisme violent les renforce dans ce rôle :

Historiquement, l'implication des *dozos* dans la sécurisation des personnes et des biens s'inscrit dans le temps relativement long de la trajectoire de leur confrérie et des évolutions socio-politiques en Côte d'Ivoire. À l'origine, l'offre sécuritaire *dozo* était circonscrite dans l'aire ethnolinguistique et géographique du *dozoya* (Mandingue et Gur) et orientée essentiellement vers la protection des communautés contre les invasions ennemies et les menaces de divers ordres. L'irruption des *dozos* dans l'espace public en tant qu'acteurs d'une offre alternative de sécurité a commencé dans les années 1990 dans un contexte de crise économique où avec la déstructuration des services publics, l'appareil sécuritaire formel a montré ses limites dans la réponse à une criminalité endémique. Depuis lors, les *dozos* se sont retrouvés au cœur des diffé-

Carte 1: carte des régions et villes du nord de la Côte d'Ivoire



¹ Dans les localités de l'étude, les autochtones sont composés essentiellement des Sénoufos et des Malinkés, même si dans le Folon, il existe une ancienne souche de peuls qui se considèrent comme des autochtones.



rents épisodes de violences qui ont secoué la Côte d'Ivoire. La nouvelle donne sécuritaire induite par les attaques et les menaces des GEV dans la partie septentrionale du pays se repositionne comme un des maillons de la politique de lutte contre l'extrémisme violent.

Les communautés locales ont confiance dans les *dozos*, cependant les ressentiments de la communauté peule à leur égard présente des risques pour les relations intercommunautaires :

La confiance dans la figure du *dozo* reste fortement ancrée dans les consciences collectives, même si elle varie d'une région à une autre. Au-delà des mythes et légendes construits autour de leurs pouvoirs occultes, ce "pacte de confiance" s'enracine dans les savoir-faire pratiques des *dozos* mais aussi dans les liens tissés avec les populations pendant les dix années de la rébellion armée où en l'absence de l'État, ils ont de fait joué le rôle de la justice et de la police dans les zones sous occupation rebelle. Leur ancrage communautaire et la facilité à les mobiliser constituent également un atout dans des localités structurellement déficitaires en termes de couverture sécuritaire et soumis depuis 2020 à la menace des GEV. Néanmoins, au sein de la communauté peule existent des ressentiments contre les *dozos*, notamment à cause de leur parti-pris dans la gestion des conflits éleveurs-agriculteurs. Pour les promoteurs des droits de l'homme, les pratiques extra-légales et les actions déshumanisantes des *dozos* les disqualifient quant à l'exercice d'une fonction de sécurité, de justice ou de régulation de l'ordre social.

Dans le contexte sécuritaire actuel, les *dozo-tons* sont des parties prenantes primaires de la résilience communautaire face aux menaces des GEV :

Les associations de *dozos* sont l'émanation des communautés qu'elles servent. Les *dozos* respectent l'engagement de l'éthique initiatique, l'ordre politique traditionnel et collaborent avec l'administration et les acteurs officiels de la sécurité. Dans la quête sécuritaire, ils constituent un maillon important dans les zones rurales et précisément dans les localités frontalières du Nord que l'étude a ciblées. La gouvernance sécuritaire des *dozos* couvre plusieurs domaines de la vie économique et domestique et s'étend aussi bien à la gestion du bien public que des conflits communautaires et interpersonnels. Dans leurs diverses fonctions d'enquêteurs, de police communautaire, de juge ou de bourreau, les *dozos* renvoient l'image d'un corps social accessible qui régule la vie des communautés.

Les offres sécuritaires *dozo* et étatique sont complémentaires et coordonnées. Mais elles présentent des risques, à la fois de décrédibilisation de l'appareil sécuritaire étatique, et pour la paix et la cohésion sociale, du fait du manque de reconnaissance envers les *dozos* :

Le système sécuritaire des FDS censé couvrir toute l'étendue du territoire national peine à offrir la sécurité partout. Or, le sentiment d'insécurité et le besoin de sécurité des communautés aux frontières nord de la Côte d'Ivoire se sont accrus avec la menace des GEV. Dans ce contexte, l'intervention des *dozos* dans le champ sécuritaire est un appui ou une substitution au service public de sécurité dans certaines localités éloignées des centres urbains. Si par réalisme l'acceptation de la cohabitation des deux offres sécuritaires s'impose à l'État, on note néanmoins que dans leur déploiement, elles se complètent en se juxtaposant l'une à l'autre, s'adaptent en innovant dans la collaboration et la mutualisation des efforts, et parfois entrent en tension en ne partageant pas les mêmes principes. Les deux offres convergent parce qu'elles se donnent pour but d'assurer la sécurité des populations et de lutter contre la menace extrémiste. Cependant elles divergent par les univers de sens et les pratiques qui les régissent. Une faible régulation des antagonismes observés entre les deux ordres de sécurité et les frustrations des *dozos* liées à la non-reconnaissance de leur contribution à la sécurité, constitue un risque potentiel pour la paix et la cohésion dans les localités visitées. Le risque de la décrédibilisation de l'appareil sécuritaire de l'État devient plus grand à travers les recours officieux et répétés aux *dozos* ainsi que celui de la légitimation de fait de ces derniers dans les fonctions de milice communautaire, et au détriment d'autres groupes culturels.

Les *dozos* sont souvent impliqués dans la résolution des conflits entre éleveurs peuls et agriculteurs autochtones, à la demande des autorités traditionnelles :

Les tensions communautaires relevées par la mission tournent, pour la plupart, autour du foncier qui, dans les localités étudiées, concentre des enjeux économiques importants (agriculture, élevage, orpaillage). Dans la plupart des cas, l'implication des *dozos* dans la résolution des conflits entre éleveurs et agriculteurs vise à apaiser les tensions. Les *dozos* n'interviennent pas dans la gestion des conflits de leur propre chef, ils sont généralement mandatés par les autorités traditionnelles, à qui ils sont assujettis.



B Leçons apprises et recommandations

Sur la base des résultats de l'étude et des analyses effectuées, l'équipe de recherche a dégagé des leçons importantes et formulé des recommandations à l'endroit du Programme R4P et de l'État de Côte d'Ivoire.

Leçons apprises

- 1 Les *dozos* sont une partie intégrante de la résilience communautaire. Ils y contribuent par leurs diverses implications à la sécurité des populations locales, en partie renforcée par la confiance et la croyance en leurs capacités « surhumaines » dont ils seraient dotés.
- 2 Les organisations de *dozos* participent au renforcement de la cohésion sociale car elles respectent les autorités politiques et administratives et fonctionnent en bonne intelligence avec les autres composantes de la société. En dehors de la fonction de sécurité et de police, elles se donnent également des missions de médiation et de conciliation en cas de conflit.
- 3 Dans le contexte sécuritaire actuel, les *dozos* sont de plus en plus sollicités par des acteurs économiques privés (pour la surveillance d'entreprise, la sécurité sur les sites d'orpillage ou la recherche de bétail volé etc.). Cela laisse penser que la sécurité des biens et des personnes, insuffisamment assurée par les FDS, est en passe d'induire une professionnalisation du *dozoya*, qui apparaît de moins en moins comme un service bénévole au profit de la communauté.
- 4 Le cadre extra-légal de la collaboration entre les *dozos* et les FDS est à double-tranchant et comporte des risques liés au choix des autorités administratives et sécuritaires : entre réalisme sécuritaire et recours prudent aux *dozos*.
- 5 Les organisations *dozos* sont très hiérarchisées et toute stratégie de communication avec elles doit suivre un ordre de préséance, avec d'abord les autorités politiques, administratives, traditionnelles jusqu'aux *dozo-bâ*, à l'échelle nationale, régionale, départementale, jusqu'aux simples *dozos* membres du *dozo-ton* dans les villages.

Recommandations à l'endroit de R4P et de Equal Access International

- Créer des **espaces de dialogue régulier autour de la question des droits de l'homme**, entre la confrérie des *dozos* et les promoteurs des droits humains, afin d'anticiper les risques potentiels pour la cohésion sociale qui se développent autour des ressentiments envers les pratiques violentes et déshumanisantes des *dozos*.
- Encourager et mettre en place **un cadre inclusif d'échanges impliquant les comités villageois de gestion des conflits, les communautés autochtones et les peuls** pour définir un consensus autour des modalités d'une résolution pacifique et durable des conflits. Car les suspicions de la communauté peule sur la façon dont les *dozos* rendent justice dans les conflits éleveurs-agriculteurs constituent, à terme, un risque pour le vivre-ensemble communautaire.

Recommandations à l'endroit de l'État de Côte d'Ivoire

- **Mieux réguler le cadre de collaboration entre les FDS et la confrérie des dozos.** Malgré les divergences relatives à la relation entre les FDS et la confrérie des *dozos*, leur collaboration dans la lutte contre l'extrémisme violent (EV) donne des résultats que les populations et certains représentants de l'État apprécient.
- Discuter et **définir une politique de reconnaissance des actions des dozos.** L'une des récriminations des *dozos* à l'encontre des FDS, et donc de l'État, c'est la non-reconnaissance de leurs actions dans la réponse à l'insécurité et à la menace extrémiste. Si elles ne sont pas traitées, les frustrations liées à cette absence de reconnaissance sociale pourraient affecter négativement l'engagement des *dozos*.
- En collaboration avec les associations et les chefs des confréries *dozos*, **renforcer la sensibilisation de leurs membres sur les risques liés aux pratiques extra-légales et insister sur l'instauration de la culture de la sanction dans le milieu dozo.**
- L'étude montre aussi qu'au-delà des facteurs socio-anthropologiques et culturels, le recours des populations aux *dozos* est aussi un problème structurel. De ce fait, **la politique de couverture sécuritaire dans les zones frontalières du nord doit être renforcée.**

C Présentation de l'équipe de consultants

L'équipe de consultants est composée de trois chercheurs issus du Réseau de recherche-action pour la résilience et la paix. Ils ont des profils variés et s'intéressent entre autres, aux problématiques relatives à la violence politique, à la gouvernance, au genre et à l'extrémisme violent.



Dr. Parfait N'Goran

Le consultant principal, **Dr. Parfait N'Goran** totalise 16 ans d'expérience dans l'expertise socio-anthropologique. Il a conduit ou participé à d'importantes études en lien avec les questions de (i) développement communautaire, (ii) gouvernance locale ou communautaire, (iii) violences politiques, (iv) violences criminelles en milieu urbain, (v) cohésion sociale, (vi) d'autonomisation de la femme,

(vii) d'orpaillage illicite, etc., pour le compte d'institutions nationales et internationales. Il a coordonné l'étude et le processus de collecte des données. À lui sont associés le Dr. Moussa Fofana et M. Bernard Bléou.



M. Moussa Fofana

Moussa Fofana est Enseignant-Chercheur au Département d'Anthropologie et de Sociologie de l'Université Alassane Ouattara, et Chercheur associé à la Chaire Unesco de Bioéthique. Ses travaux universitaires portent sur la mobilisation politique violente et la gouvernance rebelle. Il s'intéresse également aux thématiques de la sécurité mettant en relief le rôle des acteurs non-étatiques, des réseaux locaux ou transnationaux ainsi que les normes et pratiques dites informelles de la gouvernance sécuritaire. Dans cette perspective, il a exploré les champs extra-institutionnels étatiques et leurs relations avec les acteurs légalement établis dans le cadre d'un programme sur la sécurité hybride en 2017-18 et d'étude sur l'extrémisme violent en 2021-22. Dans le cadre de cette étude, il a été chef d'équipe et a participé activement à l'enquête de terrain et à la rédaction du rapport.

Le dozoya s'est étendu à l'ouest et au sud de la Côte d'Ivoire

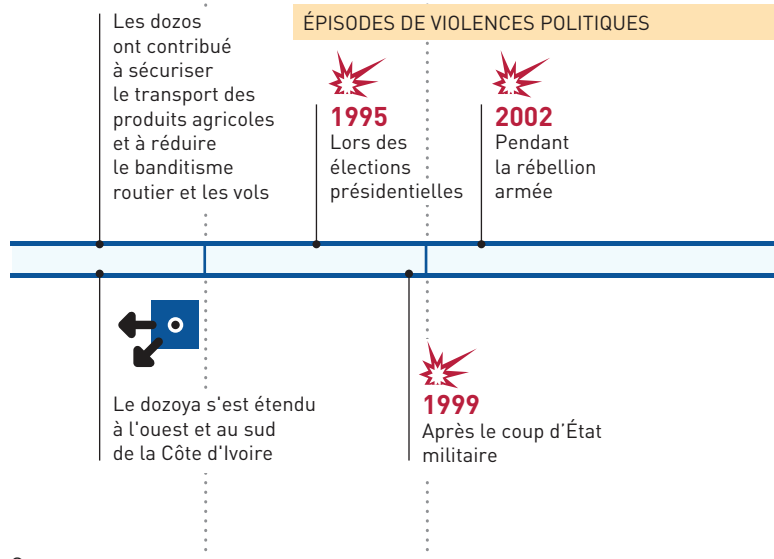


M. Bernard Bléou

Spécialiste en gestion des conflits et du genre, **Bernard Bléou** a quant à lui réalisé plusieurs études sur les (i) facteurs de vulnérabilité et de résilience, la (ii) perception, les (iii) signaux d'alerte précoce de l'extrémisme violent, le (iv) dialogue sécuritaire, et le (v) genre. Il a également été chef d'équipe pour la collecte des données et a participé à la rédaction du rapport.

Deux assistants de recherche (Mlle **Odette Kouassy** et M. **Frédéric Essoh**) et deux enquêteurs (Mlle **Makoura Bamba** et M. **Bernard Kambou**) de niveau doctorat outillés dans la conduite de recherche et des enquêtes qualitatives et quantitatives ont assisté l'équipe de consultants. Leur connaissance de la langue malinké (communément appelée « Dioula ») a permis de lever les barrières de communication entre les communautés et les chercheurs.

années '80 : années '90 : années '00



Source: Résilience pour la Paix, L'équipe d'enquête (août 2023)



1 Contexte de l'étude

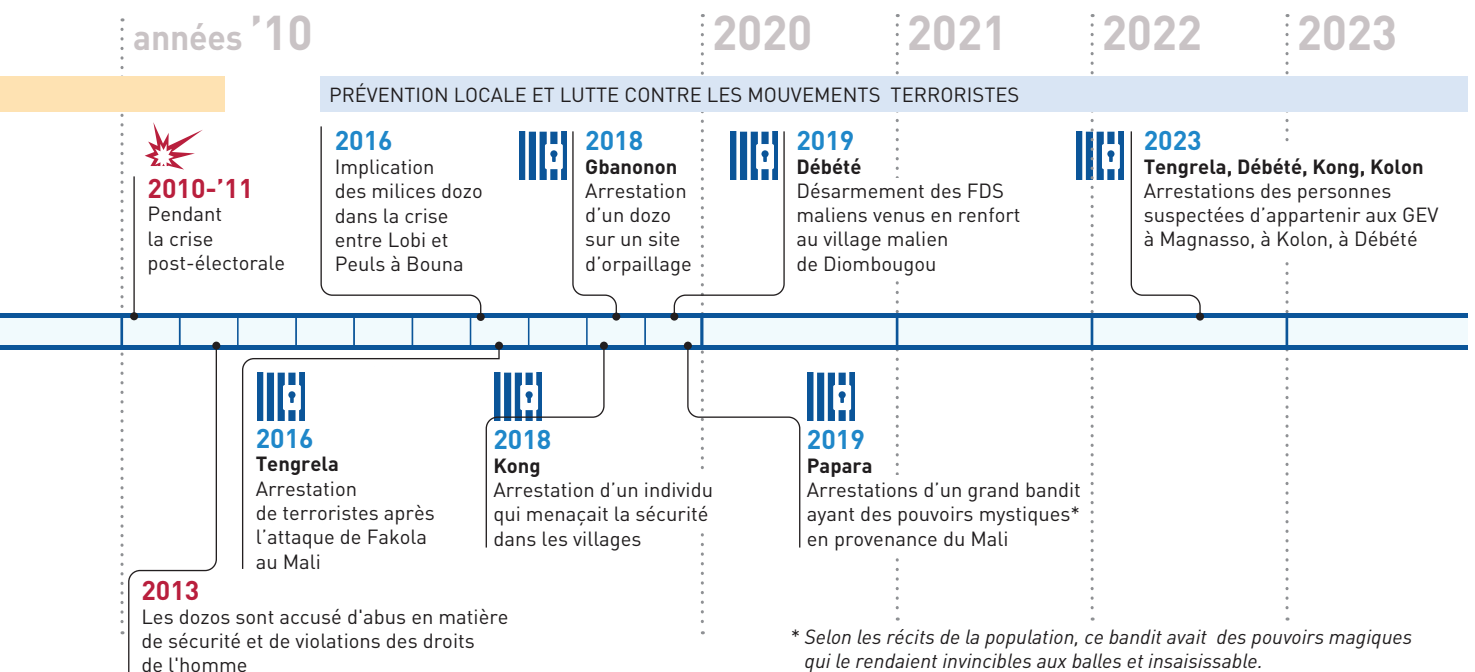
Ce rapport rend compte des principaux résultats de « l'étude sur la dynamique *dozo* en lien avec la cohésion sociale dans un contexte de renforcement de la résilience communautaire dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire ». Tout en s'inscrivant dans les axes programmatiques du Projet Résilience pour la Paix pour la troisième année, cette étude est, dans une certaine mesure, une réponse à une demande sociale d'élucidation du « phénomène *dozo* » à l'aune de la nouvelle donne sécuritaire qui prévaut dans le nord du pays. En effet, lors des deux Sommets d'apprentissage² de février 2022 et 2023, la « question *dozo* » a régulièrement été évoquée pendant les discussions. À l'issue des débats entre les chercheurs, les praticiens et les communautés, elle est apparue comme une des problématiques majeures à adresser au regard de la crise sécuritaire actuelle et des initiatives de résilience communautaire mises en œuvre par Equal Access International pour y faire face.

Sur le « phénomène *dozo* », une abondante littérature (rapports d'étude, articles scientifiques, thèses, etc.) existe. Néanmoins dans le contexte actuel, elle a une résonance particulière en raison des attaques ou menaces que font pe-

ser les GEV sur les localités du nord de la Côte d'Ivoire et du rôle potentiel que l'imaginaire collectif attribue à cette catégorie d'acteurs dans les politiques de prévention/lutte contre l'extrémisme violent.

Généralement réduits aux rôles de chasseurs traditionnels, de devins ou de « remparts » de la communauté contre des menaces diverses, c'est autour des années 1990 que les *dozos* font irruption dans l'espace public (Koné 2018 ; Hagberg et Ouattara 2013 ; Hellweg 2012). Ils y opèrent comme des acteurs d'une offre alternative de sécurité. À la fin des années 1980, la profonde crise économique qui frappe la Côte d'Ivoire affecte considérablement les capacités du pays à offrir des services publics de qualité. Dans le même temps, les licenciements, la paupérisation des couches sociales et le chômage généralisé favorisent une montée du grand banditisme aussi bien en milieu urbain que rural. Face à l'accroissement de la demande sécuritaire, l'État ivoirien fit alors appel à « l'expertise *dozo* ». Avec leur réputation de guerriers et de détenteurs de pouvoirs supra-humains, les *dozos* vont prêter mains fortes aux forces de défense et de sécurité ivoiriennes dans la lutte contre une criminali-

Diagramme 1 : chronologie des interventions Dozos et de la violence politique en Côte d'Ivoire de 1980 à 2023



² Chaque année, le projet R4P organise un sommet d'apprentissage pour partager les résultats des recherches menées dans le cadre du projet avec les acteurs étatiques nationaux et les parties prenantes nationales et internationales. Cet événement permet également un cadre d'échange entre chercheurs nationaux et régionaux, l'État, et des représentants de communautés cibles de R4P. Lors du sommet annuel d'apprentissage, les participants définissent les priorités de recherche pour l'année suivante.

té devenue endémique. Dans ce cadre, le savoir-faire *dozo* a contribué à améliorer, de façon significative, l'environnement sécuritaire national. Au nord de la Côte d'Ivoire par exemple, la mobilisation des *dozos* a aidé à sécuriser le transport des produits agricoles et à réduire le phénomène des "coupeurs de route" très courant pendant les récoltes. Fort de ces acquis, le *dozoya* va connaître une expansion et s'étendre à l'ouest et au sud de la Côte d'Ivoire.

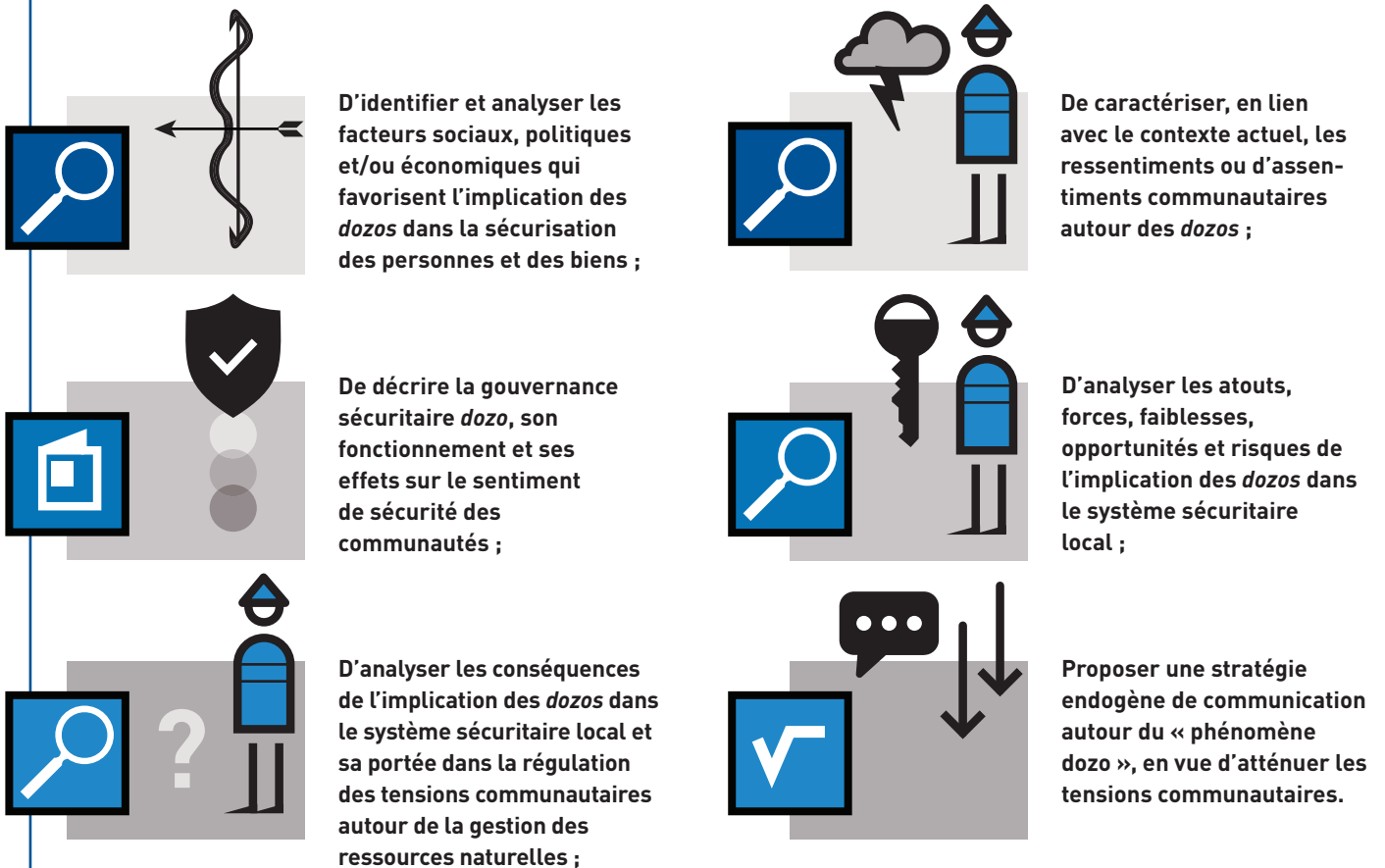
Mais les glissements répétés de la confrérie *dozo* dans l'arène politique (en 1995 lors des élections présidentielles, en 1999 après le coup d'État militaire, en 2002 pendant la rébellion armée, en 2010-2011 pendant la crise post-électorale) génèrent des polémiques et controverses autour du *dozoya* et la figure

du *dozo*. Leur implication dans les épisodes de violences politiques ternit leur image, selon Hellweg (2012). Dans certains cas, comme en 2013, ils sont accusés de dérives sécuritaires et d'atteintes aux droits humains par les organisations des droits de l'homme. Toutefois, et en dépit de ces accusations et des ambiguïtés liées à leur rôle, la menace sécuritaire des GEV a remis au goût du jour la confrérie des *dozos*. On observe ainsi une fluctuation de leur rôle selon les contextes. Comme dans les années 1990 face au grand banditisme, « l'expertise dozo » s'impose aujourd'hui comme un maillon clé de la lutte anti-terroriste. Des récits locaux font état de leur connaissance du territoire (ou de la brousse, selon la formule locale convenue) et de leur efficacité supposée dans la traque des GEV. De fait, les *dozos* sont partie prenante des réponses à l'extrémisme violent.

2 Objectifs et résultats attendus de l'étude

Sur la base des termes de référence, l'objectif principal de cette étude est de comprendre les dynamiques autour de la confrérie *dozo* dans les zones d'intervention du programme R4P afin qu'elle contribue positivement aux efforts de cohésion sociale, dans un contexte de renforcement de la résilience communautaire à l'extrémisme violent.

Plus spécifiquement, il s'agit :



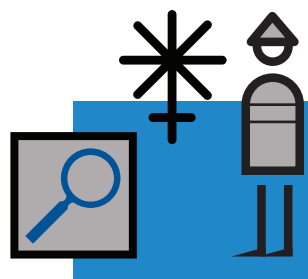
Dans le cadre du Programme R4P, une étude de perception de l'extrémisme violent menée par NORC en 2021 dans zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire a mis en évidence une perception différenciée des *dozos* selon les régions et les groupes ethnolinguistiques. Dans le Folon, la Bagoué, le Tchologo et le Poro, les personnes interrogées ont une perception plus ou moins positive du rôle de ces acteurs non-étatiques et leur font confiance. Ce n'est pas le cas dans le Bounkani. L'implication supposée de milices *dozos* dans la crise meurtrière³ de 2016 entre agriculteurs lobi et éleveurs peuls à Bouna, a laissé de mauvais souvenirs dans la mémoire collective et généré chez les Koulango, un sentiment de rejet de cette confrérie. Elle a ainsi exacerbé la violence et fragilisé le vivre-ensemble entre les communa-

tés. Par ailleurs, en dehors de la Côte d'Ivoire, dans les pays exposés à l'extrémisme violent comme le Burkina Faso et le Mali, les rapports et articles de presse font régulièrement état des dérives des groupes paramilitaires engagés dans la lutte contre les mouvements terroristes, par exemples les volontaires pour la défense de la patrie (VDP). Dans certains cas, ces dérives poussent des communautés à s'allier aux GEV pour se défendre ; renforçant ainsi les antagonismes ou ressentiments inter-communautaires existants. Ainsi, une meilleure compréhension de la dynamique *dozo* s'avère nécessaire pour analyser son lien avec la cohésion sociale et aider à la réussite des initiatives de résilience communautaire implémentées par Equal Access International dans les localités frontalières du nord de la Côte d'Ivoire.

La documentation des points ci-dessus permet de faire une lecture du « phénomène dozo » en le situant dans un nouveau contexte marqué par la menace des GEV mais aussi par l'implémentation d'actions de résilience communautaire. À terme, cet éclairage aidera R4P dans la définition d'une stratégie de communication non confligène autour des dynamiques impliquant les *dozos*. Les résultats attendus de l'étude sont les suivants :



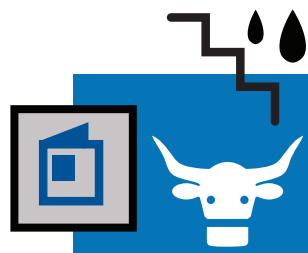
Les facteurs sociaux, politiques et/ou économiques qui favorisent l'implication des *dozos* dans la sécurisation des personnes et des biens sont répertoriés et analysés ;



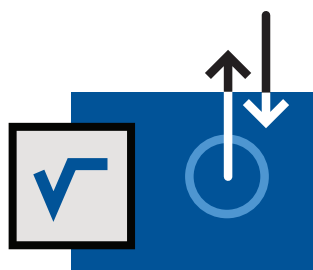
Les imaginaires qui se construisent autour des *dozos*, selon les communautés sont caractérisés ;



Les répertoires d'action des groupes *dozos* qui entrent en concurrence avec ceux des FDS et les tensions qui leur sont liées sont répertoriés et analysés ;



Les compétitions locales autour des ressources naturelles ainsi que les objets de tensions qui se construisent autour des *dozos* sont connus ;



Une stratégie de communication autour de la question *dozo* visant à atténuer les tensions avec les autres communautés est proposée.

³ En mars 2016 autour de l'épineuse question des dégâts de cultures, de violents affrontements ont opposé les la communauté lobi à celle des Peuls. Le bilan officiel de ce conflit s'élève à 22 morts. Mais selon les populations locales, il y aurait eu plus de 30 morts.

3 Approche méthodologique et politique de terrain

La démarche de recherche est essentiellement qualitative. Elle associe recherche documentaire et collecte de données de terrain par le recours à l'entretien individuel, au focus group et subsidiairement, à l'observation.

Sites de l'étude

La collecte des données s'est déroulée dans le Folon (Minignan, Kimbirila-Nord, Mahandiana-Sokourani, Sokoro), la Bagoué (Tengrela, Papara, Débété, Koulousson) et le Tchologo (Kong, Kolon, Gbanonon). Dans ces régions, l'ancrage des confréries *dozos* est traditionnellement fort, avec des particularités d'une

zone à une autre. Outre l'existence du « phénomène dozo », le choix des localités de l'étude s'est fait sur la base d'un travail de co-construction entre les chargés de projets des différentes zones d'intervention d'EAI et l'équipe de consultants. La localité de Kalakala dans la Tchologo a été ajoutée parce qu'il abrite un bureau local de l'Association inter-villageoise de Gestion des Ressources Naturelles et de la Faune (l'AGEREF) qui a en charge la gestion de la zone de biodiversité accolée au Parc National de la Comoé (PNC). Les dozos sont mobilisés dans la stratégie de surveillance de l'AGEREF, et l'équipe a estimé que le recours aux dozos dans la surveillance et la gestion d'une ressource naturelle est une expérience intéressante pour nourrir l'analyse du phénomène.

Tableau 1 : collecte des données par groupes sociaux

	Associations des dozos	FDS	Organisations des droits de l'homme	Autorités administratives	Autorités politiques	Leaders de communautés	Agents de santé et enseignants	Opérateurs économiques	Agriculteurs et éleveurs	« gens ordinaires »
1 Dynamiques sociales, politiques et économiques favorisant l'implication des <i>dozos</i> dans la sécurisation des personnes et des biens	×	×	×	×	×	×	×			×
2 Imaginaires et perceptions de la figure du <i>dozo</i>	×	×	×	×	×	×	×			×
3 Gouvernance sécuritaire locale de la confrérie <i>dozo</i>	×	×	×	×	×					
4 Convergences et antagonismes entre l'offre sécuritaire <i>dozo</i> et étatique	×	×	×	×	×					
5 L'implication des <i>dozos</i> dans les compétitions locales autour de la gestion des ressources naturelles	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×
6 Stratégie de communication autour de la question <i>dozo</i> dans le but d'atténuer les tensions intercommunautaires	×	×	×	×	×	×	×	×	×	×



La collecte des données primaires a reposé sur une matrice d'enquête structurée autour de six (6) thématiques élaborées sur la base des objectifs de recherche. De ces thématiques ont émergé les questions qui ont nourri les discussions avec les différentes catégories d'acteurs rencontrés sur le terrain (voir annexe).

La première thématique de la matrice de collecte est intitulée : « **Dynamiques locales favorisant l'implication des dozos dans la sécurisation des personnes et des biens** ». Tout en donnant un bref aperçu historique du « phénomène dozo » dans les zones de l'étude, cette thématique documente les facteurs d'ordre social, politique et/ou économique à l'origine de l'irruption des *dozos* dans le système sécuritaire local et de leur implication dans la sécurisation des personnes et des biens.

La deuxième thématique porte sur les « **imaginaires et perceptions de la figure du dozo** ». En partant des actions posées par cette « catégorie culturelle » et de leurs effets

sur les communautés, l'équipe de recherche a répertorié les types de ressentiments ou d'assentiments communautaires autour des *dozos*.

La troisième thématique a trait à la « **gouvernance sécuritaire locale de la confrérie dozo** » et a cherché à analyser la gouvernance sécuritaire *dozo* après avoir décrit son fonctionnement et ses effets sur la vie des communautés.

La quatrième thématique met l'emphase sur les « **convergences et divergences entre l'offre sécuritaire alternatif des dozos et celle des FDS** ». Il s'agit de faire une analyse des atouts, forces, faiblesses, opportunités et risques de l'implication des *dozos* dans le système sécuritaire local.

La cinquième thématique questionne « **l'implication des dozos dans les compétitions locales autour de la gestion des ressources naturelles** ». Ici, l'analyse s'intéresse à la portée de l'offre sécuritaire *dozo* dans la régulation des tensions communautaires autour de la gestion des ressources naturelles. Pour y parvenir, l'étude procède à la description des filières et dynamiques économiques locales d'exploitation des ressources naturelles.

Quant à la sixième et dernière thématique, elle porte un regard sur les modalités d'une « **stratégie de communication autour de la question dozo dans le but d'atténuer les tensions intercommunautaires** ». Cette stratégie de communication non confligène découle des éléments de connaissance générés par cette analyse

Enquêtes de terrain

La collecte des données a duré quatorze (14) jours dont douze (12) jours de travail et deux (2) jours de voyage (du 03 au 16 août 2023). Elle a été conduite par 2 équipes composées chacune d'un chercheur associé, d'un(e) assistant(e) de recherche et d'un(e) enquêteur/enquêtrice. À chaque équipe ont été affectées des localités à couvrir pendant les 12 jours de terrain.

L'accès aux informateurs locaux a été facilité par les chargés de projets d'EAI et par les réseaux de l'équipe de recherche. L'appui de ces acteurs a permis de créer la confiance qu'il faut pour enquêter sur la dynamique dozo.

Sur la base du dispositif d'enquête mis en place, l'équipe de chercheurs a pu réaliser 46 entretiens individuels et 26 focus group avec la participation de 281 personnes dont 63 femmes, soit une proportion de 22,42% des enquêtés.



Dozos posant pour une photo

4 Défis liés au terrain et stratégies d'immersion de l'équipe de recherche

En termes de limites à l'étude, l'équipe de recherche en note deux. Premièrement, lorsqu'on considère le conflit de 2016 à Bouna dont nous avons parlé plus haut, circonscrire les enquêtes dans les zones traditionnellement et historiquement favorable à la confrérie *dozo* réduit les perspectives ou angles de lecture relatifs aux risques et opportunités à la cohésion liés à la dynamique *dozo*. Dans cette localité, il n'y a pas un enracinement du *dozoya*. Deuxièmement, des propos d'acteurs sur le terrain (« *les secrets*

des dozos ne se dévoilent pas sur la place publique, mais en brousse ») montrent que la connaissance du monde social de cette confrérie nécessite un temps d'immersion anthropologique relativement long. Le caractère transfrontalier du « phénomène *dozo* » structure des dynamiques conflictuelles ou de cohésion de part et d'autre des frontières ivoiro-burkinabès et ivoiro-maliennes qu'il est difficile de saisir en profondeur le temps d'une mission de recherche-action.



Jeunes Dozos assis sur une table



5 Dynamiques locales de l'implication des dozos dans la sécurisation des personnes et des biens

Ce chapitre analyse les facteurs ou dynamiques d'ordre social, économique et politique qui ont favorisé l'irruption des *dozos* dans l'offre sécuritaire locale. Pour ce faire, elle remonte brièvement à la genèse de la confrérie *dozo* avant de questionner les facteurs et le processus de basculement des *dozos* dans l'espace public.

5.1 Brève histoire de la confrérie *dozo*

D'après la littérature, l'origine de la confrérie *dozo* remonte entre le XIII^e et le XIV^e siècle dans l'empire du Mali (Empire Mandingue)⁴. Pour la plupart des personnes interviewées, le *dozoya* est une culture ancestrale dans laquelle elles sont nées. Les *dozos* seraient à l'origine de la création des villages.

La confrérie *dozo* tire son origine du Mali et fit son entrée en Côte d'Ivoire par le canton Vandougou (dans la Sous-préfecture de Mahandiana-Sokourani, Département de Kaniasso dans le Folon) et ensuite progressa à Tengrela, Korhogo, Ferkessedougou et aux autres localités du nord. Selon le récit du chef *dozo* du département de Kong, « *les chasseurs de Vandougou sont allés apprendre le dozoya au Mali pour assurer la sécurité des villages. Cette pratique se faisait déjà au Mali, à l'époque des conquêtes. Elle permettait d'assurer la sécurité des villages contre les invasions* »

En ce qui concerne la localité de Kong, le *dozoya* tire son origine de la sous-préfecture de Kolon. Un mythe relaté par la chefferie de Kong veut qu'un habitant de Kolon soit allé en brousse à la recherche de fagots et fit la rencontre d'un génie qui lui enseigna la connaissance des plantes et comment abattre les gibiers.

Selon un autre récit rapporté au niveau de Sokoro (dans le Folon), l'histoire des *dozos* remonterait à Mandé Mory, grand chef spirituel qui serait considéré comme le patriarche de tous les *dozos* en Afrique. Il serait originaire du village de Bakongo en Guinée, d'où remonte également l'origine de la population de Sokoro. Dans un souci de conquête de terres cultivables, les *dozos* (chasseurs traditionnels malinkés) en provenance de la Guinée, le Mali et le Burkina Faso vont progressivement s'implanter dans tout le nord de la Côte d'Ivoire. Cette implantation s'est faite au contact des peuples autochtones, en particulier, les sénoufos qui ont adhéré à la confrérie *dozo*.

5.2. La sécurité communautaire : une tradition ancienne chez les *dozos*

Une analyse rétrospective du *dozoya*, montre que les *dozos* ne jouaient pas seulement le rôle de chasseurs traditionnels, de devins ou de guérisseurs. Ils assuraient aussi la sécurité de la communauté contre les invasions et autres formes d'agressions. Les récits et témoignages recueillis dans les localités visitées, attestent que les *dozos* servaient de soldats à certains chefs traditionnels. Ce sont des "sentinelles" qui veillaient à la sécurité des villages, d'une part pour ne pas que les biens des communautés soient pillés, et d'autre part pour éviter que des personnes soient capturées, vendues ou réduites à l'esclavage par des ennemis ou alors dévorées par des bêtes féroces.

Les récits sur les origines de la confrérie *dozo* en Côte d'Ivoire établissent un lien entre le *dozoya* et la sécurité. Il se dit que c'est dans le but d'assurer la sécurité des personnes et des biens contre des envahisseurs, les criminels, les bandits que les chasseurs traditionnels ivoiriens du canton Vandougou sont allés apprendre le *dozoya* au Mali où cette confrérie glanait des succès en termes de sécurisation des villages contre les conquêtes, les invasions d'autres empires plus forts. Selon le chef *dozo* de Kong, le terme de chasseur s'est mué en *dozo*, c'est-à-dire "la chose qui était en brousse est venue en ville" à partir du moment où le rôle de la confrérie s'est élargi à la sécurisation des villages.

Au total, les chasseurs traditionnels se sont mués en *dozos*, en ajoutant à la pratique de la chasse le volet sécurisation des villages. Par conséquent, le *dozoya* est intimement lié à la notion de sécurité. Mais comment cette sécurité assurée par les *dozos* dans les villages et qui, au départ, était circonscrite à l'espace culturel mandingue et voltaïque au nord, va faire irruption sur la place publique ?

5.3. De la sécurité communautaire à l'espace public sécuritaire : facteurs et temporalités du basculement des *dozos*

A partir des années 1990, la montée du grand banditisme partout en Côte d'Ivoire (liée aux effets des programmes d'ajustement structurels), va amener le gouvernement à encourager la population à collaborer avec les FDS afin d'endiguer le problème⁵. La population se mobilise en créant des groupes

⁴ African Security Sector Network (ASSN), La confrérie des chasseurs « dozos » de Côte d'Ivoire, <http://africansecuritynetwork.org/assn/wp-content/uploads/2016/12/La-confrerie-des-chasseurs-Dozos-en-Cote-dIvoire.pdf>.

⁵ Fahiraman Rodrigue Koné, *La confrérie des chasseurs traditionnels dozos en Côte d'Ivoire : enjeux socio-culturels et dynamiques sécuritaires*, Montréal, Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix, Juin 2018.

de surveillance dans les quartiers et villes du pays. C'est dans ce même élan que certains pouvoirs publics dans le nord vont se tourner vers la confrérie des *dozos* pour assurer la sécurisation des personnes et des biens dans les zones reculées.

De bons résultats obtenus par ces derniers dans la sécurisation des personnes et des biens vont amener d'autres localités à solliciter leur service. Cet engagement volontaire et citoyen va se muer, au fur et à mesure, en une véritable offre sécuritaire privée à travers le gardiennage des résidences privées, des commerces, des plantations, des cités, etc. De plus en plus, on constate la présence des *dozos* dans d'autres localités du pays (à l'ouest particulièrement) loin de leur cadre géographique et communautaire originel. Cette expansion renforce le sentiment de l'opinion nationale sur leur importance dans le dispositif sécuritaire officiel.

En 2002 une rébellion occupe les zones Centre, Nord et Ouest du pays. Certaines associations de *dozos* s'engagent aux côtés de la rébellion en créant une unité spéciale dans

les forces militaires de la rébellion, identifiée sous le nom de « La compagnie des guerriers de la lumière »⁶. Ils vont occuper une place centrale dans la sécurisation des personnes et des biens, jouer le rôle de la police et la justice dans ces zones occupées. Séduits par des pouvoirs magico-religieux que l'imaginaire social leur attribue, beaucoup de rebelles vont s'initier à la confrérie *dozo*. Ces rebelles joueront, pour la plupart, un rôle capital pendant la crise post-électorale de 2011 et participeront à la victoire militaire des forces soutenant Alassane Ouattara sur celles de Laurent Gbagbo.

De 2011 jusqu'au redéploiement effectif de l'administration sur tout le territoire national en 2013-2014, les *dozos* exerçaient des missions de police et de gendarmerie dans plusieurs régions de la Côte d'Ivoire où l'État n'était pas présent. Les *dozos* seront accusés d'être responsables d'exactions commises dans plusieurs régions. En 2013, par exemple, dans un rapport de la Division des Droits de l'Homme de l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire



Cérémonie Dozo

⁶ African Security Sector Network (ASSN), *La confrérie des chasseurs « dozos » de Côte d'Ivoire*, <http://africansecuritynetwork.org/assn/wp-content/uploads/2016/12/La-confrerie-des-chasseurs-Dozos-en-Cote-dIvoire.pdf>.



(ONU CI), l'ONU accuse les *dozos* d'avoir commis des exactions ayant entraîné la mort d'au moins 228 personnes, de 164 autres blessées par balle, machette ou couteau, et 162 arrêtées arbitrairement et détenues illégalement par les *dozos* et de 274 cas de pillage, d'incendie de maisons et d'extorsion commis par des *dozos* dans les régions de Gbôklé, Haut-Sassandra, Gôh, Cavally, Guémon, Tonkpi, Marahoué, Nawa, Indenie-Djuablin, Poro et du Moronou⁷.

Depuis 2016, à la faveur de la nouvelle dynamique sécuritaire liée aux GEV, les *dozos* se sont révélés comme un maillon sécuritaire actif dans la prévention et la lutte contre les GEV au niveau local. Ils appuient les FDS dans le renseignement et assurent le maillage sécuritaire dans les villages et dans la brousse. Selon M. Noumoutié Koné, les *dozos* ont arrêté et remis aux FDS des extrémistes violents avec 12 kalachnikovs et 3 trois armes automatiques après l'attaque de Fakola au Mali en 2016. Ce récit est revenu de façon constante dans toutes les localités de l'étude. Certaines voix officielles de l'administration ont également confirmé ces récits.

Au total, l'implication des *dozos* dans la sécurité locale est loin d'être un fait banal. C'est une réalité connue par toutes les populations, les responsables des FDS et les pouvoirs publics locaux et nationaux. Leur implication a permis le dénouement heureux de plusieurs événements sécuritaires majeurs répertoriés dans le tableau 2 ci-dessous.

En somme, le lien entre la confrérie *dozo* et la gestion de la sécurité des personnes et des biens n'est pas une dynamique récente. Il remonterait à l'origine de sa création en ce qui concerne la Côte d'Ivoire.

L'ingénierie sécuritaire *dozo* dans le champ sécuritaire public et quasi-formel, au niveau local et national, est un processus qui a commencé dans les années 1990 avec l'insécurité grandissante due à la crise économique qu'a connu le pays. Ces facteurs ont favorisé le glissement ou le débordement de la confrérie de son cadre géographique et communautaire original pour s'investir dans la gestion de la sécurité publique sur toute l'étendue du territoire national.



Chasseurs Dozos faisant de la musique



⁷ ONU CI, OHCHR, « Rapport sur les abus des droits de l'homme commis par des dozos en république de Côte d'Ivoire », juin 2013, <http://www.onuci.org/pdf/rapporttp.pdf>.

6 Imaginaires et perceptions autour de la figure du *dozo*

En 2021, l'enquête de perception de NORC, relative aux signaux de l'extrémisme violent dans les zones frontalières du nord de la Côte d'Ivoire, a montré, entre autres résultats, que localement les communautés ont plutôt une opinion favorable des *dozos* malgré quelques particularités d'une localité à une autre. Plus récemment, en 2023, l'analyse initiale des dynamiques liées à la confrérie *dozo* réalisée par Indigo Côte d'Ivoire confirme cette tendance. Ce chapitre met en lumière les logiques autour desquelles se construisent localement, l'assentiment ou le ressentiment vis-à-vis des *dozos*.

6.1. Facteurs de la confiance des communautés dans « l'expertise *dozo* »

Malgré des récriminations que nous analyserons plus tard dans cette section, dans l'ensemble, le niveau de confiance et d'acceptation sociale de l'offre sécuritaire *dozo* est relativement élevé à travers les groupes sociaux rencontrés. Des acteurs ordinaires (citoyens *lambdas*) aux autorités administratives ou sécuritaires en passant par les leaders communautaires, des jeunes et des femmes, se dégage un consensus à minima sur "l'expertise *dozo*".

« Les *dozos* jouent un rôle dans la société. Ils ont de l'influence. Tant qu'ils régulent la vie sociale, c'est un phénomène qu'on ne peut pas supprimer et on ne doit même pas chercher à le supprimer.

(AUTORITÉ ADMINISTRATIVE, PAPARA)



Ma perception sur les *dozos* ne peut être que positive parce que c'est eux qui s'occupent de notre sécurité. C'est grâce à eux que nous dormons tranquillement.

(CHEFFERIE, PAPARA)











Quand les *dozos* protégeaient le marché, il n'y avait pas de vols. Mais depuis que les autorités leur ont dit de partir, les vols ont repris.

(FEMMES, KONG) »

D'un côté, ils sont perçus comme des "sentinelles" pour la sécurité collective, surtout dans un contexte de psychose liée aux menaces ou attaques des GEV. De l'autre, leur implication dans la résolution de certains conflits communautaires (conflits fonciers, conflits agri-

Tableau 2 : qualités/compétences des *dozos*

 <p>Qualités / compétences reconnues aux <i>dozos</i></p> 		Connaissance/maîtrise du terroir ou de la brousse.
		Célérité/réactivité dans les interventions.
		Possibilité à opérer au-delà des frontières ivoiriennes (au Mali et au Burkina Faso) sans être au préalable soumis à des procédures administratives ou juridiques.
		Détention supposée de compétences magico-religieuses.
		Ancrage dans la communauté/Proximité avec la communauté.
		"Bons" agents de renseignement et alerteurs pour les communautés et les FDS.

Source : L'équipe d'enquête, août 2023



culteurs-éleveurs, vols de bétail, etc.) les a érigés au rang d'acteurs de paix et de cohésion aux yeux des populations : *“ Les dozos sont très pragmatiques, inspirent la crainte aux malfaiteurs et travaillent avec célérité dans la résolution des conflits ”.*

Intervenant dans des champs variés de la vie sociale (sécurité, règlements de conflits), les *dozos* jouissent d'une confiance qui, au-delà des mythes, des légendes d'héroïsme, d'invincibilité et d'éthique qui circulent sur eux (« *On est en Afrique, ce n'est pas tout que les yeux voient. Les dozos voient dans le mystique (...). Ils ont un troisième œil⁸* »), repose sur des compétences pratiques, des actions ou des faits qu'on leur attribue.

Indépendamment des zones de l'étude, ces qualités et ces actions sont très souvent évoquées pour attester de l'importance des *dozos* en tant qu'acteurs de sécurité et de paix sociale. Nous soulignons toutefois que la confiance des populations en une force alternative de sécurité peut aussi être lue dans une perspective structurelle. Dans un contexte où la “couverture sécuritaire” n'atteint que très faiblement les zones rurales, le *dozoya* devient de fait, la seule réponse au besoin de sécurité des communautés. « *Ils peuvent être des acteurs de paix car les FDS ne couvrent pas toutes les zones. Ils contribuent à régler beaucoup de problèmes en milieu rural* ». (Autorité Administrative). Cet assentiment généralisé envers les *dozos* cache mal les ressentiments envers la confrérie.

6.2. Les dozos comme vecteur de déstructuration du lien social

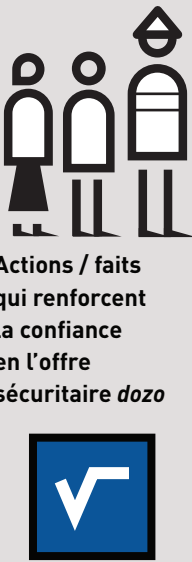
Comme l'analyse vient de le montrer plus haut, la tendance générale au niveau des localités de l'étude est de considérer les *dozos* comme des acteurs de sécurité et de paix. Au sein de la communauté peule ainsi que chez certains acteurs institutionnels et promoteurs des droits de l'homme, la réalité est plus contrastée. Pour eux, l'offre sécuritaire *dozo* constitue une menace pour l'ordre social, la justice et la cohésion.

Très souvent partie prenante des conflits agriculteurs-éleveurs, les peuls estiment que dans la façon de rendre justice, les *dozos* se montrent partiaux et favorisent « leurs frères cultivateurs », selon des témoignages recueillis à Sokoro. Ces situations qui installent la « partie peule » dans une position de faiblesse créent chez elle le sentiment d'être une victime du fait qu'elle est « étrangère ».

« Les dozos exagèrent en torturant les bouviers. Je ne crois pas que le “phénomène dozo” est une bonne chose. Ils exagèrent souvent, ils débordent dans leurs actions. On ne peut pas faire confiance aux dozos.

(COMMUNAUTÉ PEULE, KONG) »

Tableau 3 : actions ou faits légitimant localement le rôle des dozos

 <p>Actions / faits qui renforcent la confiance en l'offre sécuritaire dozo</p>	“Juges” pendant la crise politico-militaire.
	Démantèlement d'un gang de coupeurs de routes ayant assassiné 17 fonctionnaires entre 2013 et 2014 (Kong).
	Désarmement de FDS maliens venus en renfort au village malien de Diombougou dans un conflit foncier qui l'opposait à la localité de Débété en 2019.
	Arrestations, dans le département de Tengrela, de terroristes avec en leur possession 12 Kalachnikovs et 3 trois pistolets automatiques après l'attaque de Fakola au Mali en 2016 (Tengrela).
	Plusieurs arrestations de coupeurs de routes et de voleurs de bétails (Fanfala-Goueya, Odienné-Goueya) entre 2002 et 2014.
	Arrestations d'un grand bandit ayant des pouvoirs mystiques en provenance du Mali en 2019 (Papara).
	Arrestations d'un violeur en série dans la sous-préfecture de Papara en 2021.
	Menace d'attaque d'une école primaire par les GEV déjouée en 2021 (Papara).
	Arrestations de voleurs de bétail en collaboration avec les dozos du Mali en 2021 (Koulousson).
	Arrestation de personnes suspectées d'être des EV en 2023 (Débété).
Arrestation et remise de terroristes aux FDS en 2023 (Kalakala et Kolon), etc.	

⁸ Propos d'une autorité administrative à Mahandiana-Sokourani.

« Les dozos ne sont pas justes quand ils interviennent. Souvent ils se rangent du côté de l'agriculteur, qui pour eux, est leur parent. Aussi, ils reçoivent quelque chose (l'argent) lorsqu'ils interviennent.

(AGENT MINADER) »

En plus d'être mis à l'index pour leur partialité supposée, il est reproché aux *dozos* d'être très peu enclins au respect de la loi, de faire un usage excessif de la violence et d'infliger des traitements inhumains aux suspects ou aux auteurs de délits en situation d'arrestation. De fait, leur vocation proclamée d'assurer la sécurité des communautés se heurte à la loi.

« Les lois des dozos sont oppressantes, ils ne sont pas instruits, ils ne maîtrisent pas la loi. Ils ont des règles qui sont très oppressantes.

(COMMUNAUTÉ PEULE) »

Les promoteurs des droits de l'homme restent, parmi les acteurs rencontrés, ceux dont la position sur la confrérie des

dozos est la plus tranchée. Pour eux, la tendance de ces derniers à ne pas « respecter la loi » et les procédures formelles les délégitime quant à l'exercice des fonctions de sécurité, de justice ou de régulateur de l'ordre socio-communautaire.

Comme on peut le constater, les éléments d'analyse ci-dessus montrent que localement, malgré les réserves et les récriminations de certaines catégories d'acteurs, la confiance dans la figure du *dozo* reste fortement ancrée dans les consciences collectives. Au-delà des mythes et légendes construits autour de leurs pouvoirs occultes, ce "pacte de confiance" s'enracine dans le savoir-faire pratique des *dozos* mais aussi dans les liens tissés avec les populations pendant les dix années de rébellion où ils ont joué le rôle de juge et de policier. De plus, leur ancrage communautaire et leur accessibilité font d'eux des forces facilement mobilisables, ce qui est un atout dans des environnements structurellement déficitaires en termes de couverture sécuritaire, et soumis depuis 2020 à la menace des GEV.



7 Gouvernance sécuritaire locale de la confrérie dozo

Jeunes Dozos



La gouvernance sécuritaire dans les localités étudiées est le produit d'une offre hybride au sein de laquelle les démembrements de la confrérie *dozo* jouissent d'une légitimité sociale et culturelle. Les *dozo-tons*, même quand ils appartiennent à des structures administratives rivales sur le plan national, intègrent le dispositif sécuritaire communautaire aux côtés des forces de sécurité étatiques dans toutes les zones de leur implantation. Cette section de l'étude, présente et analyse l'offre sécuritaire *dozo* à travers son organisation, son lien avec les ordres politiques traditionnels et administratifs et les mécanismes de mobilisation des *dozos*.

7.1 L'organisation sociale et la chaîne des responsabilités

UNE ORGANISATION ENTRE TRADITION ET ADAPTATION

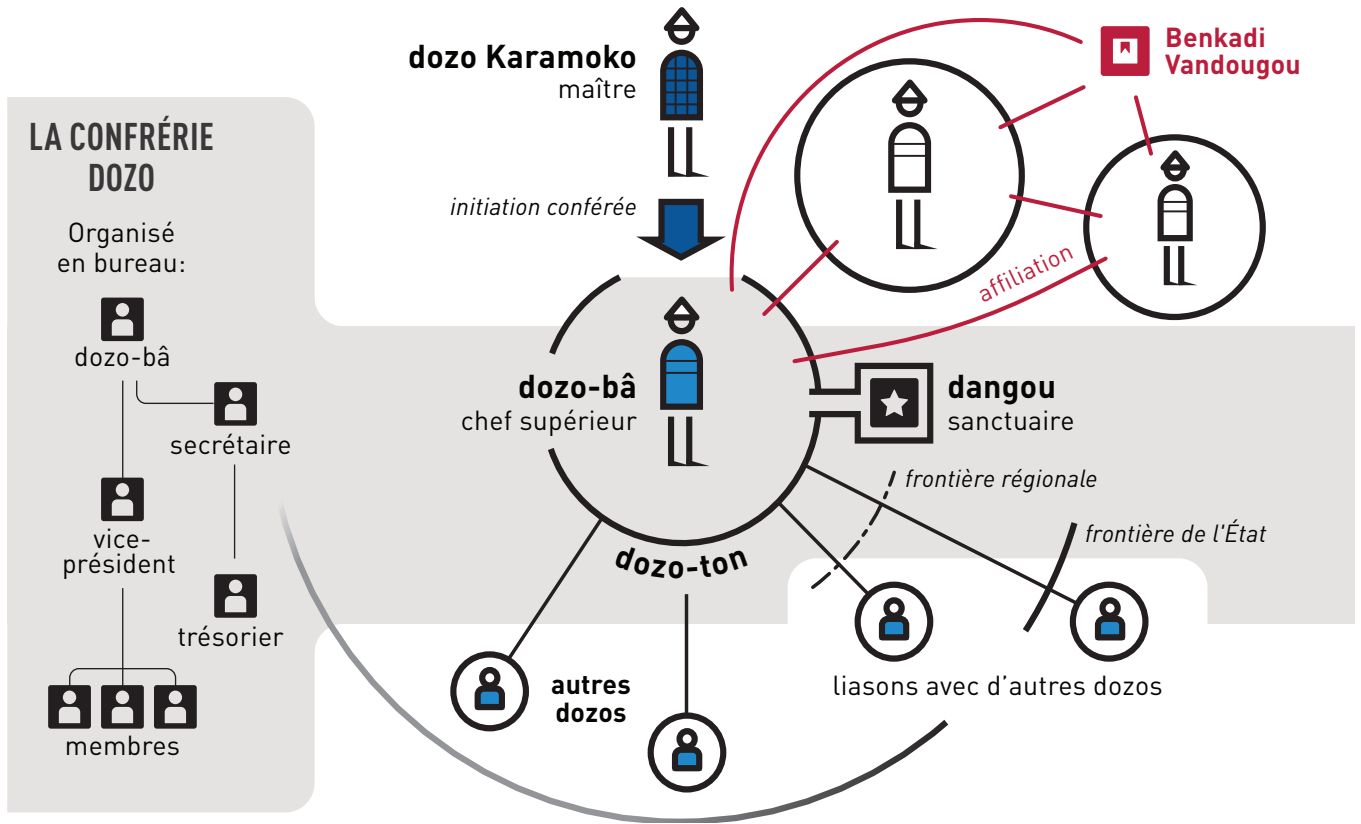
La confrérie *dozo*, malgré les nouvelles dynamiques qui la traversent et les tendances à la bureaucratisation, est une organisation séculaire dont les fondements traditionnels

marquent encore la hiérarchie interne et l'organisation. Dans toutes les localités, il y a un *dozo-ton* organisé autour d'un chef *dozo* qui a le titre de *dozo-bâ*. Il s'agit généralement d'un homme plus ancien dans l'initiation conférée par un maître ou *dozo-karamoko* et auprès duquel il a eu la permission de fonder un sanctuaire appelé *dangou* aux alentours du village. Les *dozos-bâ* de chaque village ont donc une filiation initiatique avec d'autres *dozos* à l'échelle cantonale, régionale, nationale et même internationale.

Dans la région du Folon, tous les *dozos* dépendent d'un chef supérieur *dozo-bâ* qui réside à Minignan, chef-lieu du département. Chaque région de Côte d'Ivoire a de même son *dozos-bâ*. Au niveau national, tous les *dozos* dépendent d'un chef qui réside à Tengrela. Les *dozos* disposeraient aujourd'hui, selon nos interlocuteurs, d'une carte d'identification assurant une certaine reconnaissance de la part de l'État. Cette carte renouvelable a une durée de validité de cinq ans. Elle s'établirait au Ministère de l'intérieur et assurerait également la libre circulation du *dozo*⁹.

⁹ Cette information ne peut être ni confirmée, ni infirmée car les tentatives d'encadrement du phénomène *dozo* ont donné lieu à plusieurs approches administratives portées par le Ministère de l'intérieur et de la sécurité au moins depuis 1998. En effet, les trois principales organisations rivales que sont l'Association « Benkadi », la Fédération Nationale des Confréries Dozo de Côte d'Ivoire (FENACODOCI) et la Coordination des Dozos de Côte d'Ivoire (CODOZ-CI) revendiquent une assise nationale et une reconnaissance de l'administration étatique les ayant enregistrées officiellement sous le couvert d'associations ou ONG culturelles ou de protection de l'environnement (régit par la loi n° 60-315 du 21 septembre 1960, relative aux associations). Chacune assure disposer d'agrément délivré par les services du Ministère de l'Intérieur qui légitime la délivrance à leurs membres de documents d'identification et l'organisation de rassemblements publics par leurs sections locales.

Diagramme 2 : structure organisationnelle de la confrérie Dozo



Les dozos de plusieurs villages du Folon et de la Bagoué sont affiliés à l'association Benkadi Vandougou¹⁰. Dans les localités de Sokoro et Kimbirila-nord une cérémonie annuelle de renouvellement des alliances ou vœux est organisée par les dozos autour de la période de la fête musulmane de l'Aïd el Kébir.

UNE TENDANCE PRONONCÉE À LA BUREAUCRATISATION

Les associations de dozos tendent à se formaliser et à rechercher une existence légale en se conformant aux règles administratives. Pour ce faire, elles identifient leurs membres et leur délivrent des cartes. Les dozos de chaque localité sont organisés en bureau (un président, notamment le dozo-bâ ; un vice-président ; un secrétaire ; un trésorier et les membres). Le chef dozo se fait assister généralement par un porte-parole qui est appelé « secrétaire » et est parfois chargé des relations avec l'administration. Des adhérents plus jeunes font partie des équipes de patrouilles

qui peuvent être mobilisés en toute circonstance sous les ordres du dozo-bâ et la supervision d'un ou plusieurs chefs d'équipe.

UN CORPS SOCIALEMENT OUVERT MAIS SÉLECTIF

L'initiation étant ouverte à tous ceux qui font le vœu de rejoindre les dozos, l'on y rencontre une majorité d'hommes¹¹ de tout âge qui après avoir rempli les conditions de l'adhésion cumulent leur fonction habituelle avec celle de dozo. Par conséquent, indifféremment des origines ethniques, les dozos se recrutent au sein de toutes les couches sociales et catégories socioprofessionnelles. Dans les localités de l'étude, ils sont majoritairement cultivateurs mais peuvent être commerçants, éleveurs, forgerons, etc.

Le processus d'adhésion et d'initiation dans la confrérie peuvent être progressifs. Un garçon, dès l'âge de 10 à 12 ans peut approcher la confrérie pendant une phase d'observa-

¹⁰ L'association "Benkadi de Vandougou" a été créée en 1989. Elle est la plus ancienne organisation de Dozo de Côte d'Ivoire, légalement reconnue. Cependant, elle fut traversée par des querelles de leadership opposant deux visions de la confrérie : l'aile traditionaliste et conservatrice estimant que la confrérie dozo doit se limiter à sa zone géographique et culturelle opposée à celle représentée par les partisans d'une extension de la confrérie sur l'étendue du territoire national. esclaves peuls.

¹¹ Les femmes sont admises dans la confrérie. Mais cela est rare. Nous avons un cas de femme dozo rapporté à Korhogo. Les dozos rencontrés admettent qu'une femme après la ménopause peut intégrer la confrérie. Elle joue alors un rôle plus occulte telle que la détention de certains sortilèges que nos interlocuteurs n'ont pas dévoilée.



tion suivant l'avis favorable de ses parents. Certains à l'âge de 15 ans peuvent être admis à l'initiation véritable. Autour de 18 ans, l'individu considéré comme socialement mature et responsable de ses actes peut lui-même décider d'intégrer la confrérie. Il est conduit auprès du *dozo-bâ* par l'intermédiaire d'un *dozo* qui le parraine. Une enquête de moralité est ouverte sur lui à partir de ses réseaux d'amis et de connaissances. L'adultère, le mensonge, le vol et l'infidélité peuvent disqualifier le candidat. Le serment final d'adhésion est prononcé par le candidat qui apporte les offrandes rituelles pour son acceptation, un coq de préférence rouge (couleur incarnant la vivacité, la chaleur et la dynamique *dozo*) et dix noix de colas offerts aux divinités « Sanin et Kontron »¹².

IMPLICATION AUPRÈS DES AUTORITÉS COUTUMIÈRES

À l'échelle du village, le chef *dozo* est proche des notables ou en est parfois un membre influent. La chefferie le sollicite pour des cas de conflit, de vols ou tout incident liés à la sécurité. Les autorités coutumières ne s'adressent au corps social des *dozos* que par l'intermédiaire de leur premier responsable, le *dozo-bâ*. Quand ce dernier est saisi, il a la possibilité de réunir les *dozos* sous sa responsabilité et de partager les informations reçues et éventuellement de les envoyer en mission.

UNE INTERACTION CONTINUE AVEC L'AUTORITÉ ÉTATIQUE

Tous les *dozo-bâ* dans les localités étudiées sont connus des autorités de l'administration préfectorale et des responsables officiels de la sécurité (les commissaires de police, les commandants de brigades de gendarmerie et les différents responsables des FDS). Nous avons pu noter la bonne qualité de leurs rapports à travers leur facilité à communiquer et à se réunir en cas de nécessité.

Les associations de *dozos* sont donc socialement et politiquement intégrées car leur structuration hiérarchique respecte l'ordre politique traditionnel local. D'autre part, les chefs *dozos* ont de bons rapports, quoique informels, avec les responsables administratifs.

UN CORPS SOCIAL RÉSILIENT

Nous relevons que la dynamique de bureaucratisation des associations *dozos* entraîne des rivalités tant au niveau local que national car le projet d'une organisation confrérique nationale est tiraillé entre les intérêts et stratégies de différents leaders *dozos*¹³. Les jeux de positionnement de certains *dozos-bâ* et dans certains cas la dénonciation de la

gestion des associations ont conduit parfois à des restructurations ou des innovations dans leur gouvernance locale comme en témoigne le chef *dozo* de Kong :

« Avant la crise de 2002, les *dozos* de la localité de Kong avaient un seul Président basé à Ferkessedougou. Mais un problème de manque de transparence sur la vente de carte d'adhésion a conduit à une scission entre les *dozos* de Kong, de Kolon et de Sikolo. Chaque sous-préfecture a son chef *dozo* et celui de Kong est le chef des *dozos* de tout le département. Ils tiennent des réunions annuelles tournantes. »

Cependant, les divergences apparentes en lien avec l'organisation administrative que nous avons relevées, ne remettent pas fondamentalement en cause les liens confrériques car en effet, les *dozos* de toutes les localités continuent de collaborer et de participer aux cérémonies culturelles collectives dans les villages (funérailles, cérémonies festives).

RECOURIR AUX DOZOS

Nous soulignons que le dispositif sécuritaire des *dozos* se déploie plus explicitement dans un espace social et culturel, le plus souvent insuffisamment investi par les appareils sécuritaires de l'État, c'est-à-dire, le monde rural. Cet espace se caractérise également par les interactions de diverses catégories d'acteurs (paysans, agriculteurs, éleveurs sédentaires ou nomades, commerçants, fonctionnaires, etc.) qui se trouvent confrontés à des situations spécifiques d'insécurité qui commandent parfois le recours à "l'expertise *dozo*". Dès lors, se posent les questions suivantes : Qui recourt aux *dozos* et dans quels cas de figure ? Comment se fait l'intervention des *dozos* ?

7.2 Les interventions de dozos face aux troubles de la sécurité

« Si aujourd'hui, les populations nous font confiance, c'est parce que nous avons fait preuve que leur sécurité et la sécurité des leurs biens étaient notre priorité à travers les actes que nous avons posés. Arrestation d'un violeur de femme en série en 2021, Arrestation d'un grand bandit en provenance du Mali et l'arrêt des vols des parcs de bœufs en provenance du Mali. »

(PAPARA) »

¹² « Sanin et Kontron », généralement représentés sous forme de statuettes en cuivre ou en fer, sont les ancêtres mythiques des chasseurs. Le mythe de « Sanin et Kontron » fonde l'univers religieux dans lequel on retrouve des divinités, des croyances et des préceptes de vie qui structurent le comportement d'un *dozo*. Ces divinités sont censées veiller sur lui dans les circonstances telles que la chasse, les rites cérémoniels, la guerre, etc. elles font l'objet d'une grande vénération. Pour en savoir plus lire Youssouf Cissé, La confrérie des chasseurs Malinké et Bambara : mythes, rites et récits initiatiques, Nouvelles du Sud, Ivry ; Agence de coopération culturelle et technique, Paris, 1994, 390 p.

¹³ Pour rappel, en Côte d'Ivoire, dans la dynamique de formalisation, trois organisations *dozo* se disputent le leadership. Elles continuent d'exercer en exploitant les marges floues de l'indécision de l'Etat qui, face au phénomène *dozo*, s'était engagé à travers le Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité à organiser les *Dozos* en leur proposant de se fédérer en une structure unique.

UN MAILLAGE SÉCURITAIRE EXTENSIBLE

Les *dozo-tons* constituent un véritable système social de maillage sécuritaire dans les localités de toutes les régions du nord. Ce maillage se constitue à travers les relations qu'ils établissent entre eux et leur capacité à coordonner leurs actions. En effet, les *dozos-bâ* de chaque village proche communiquent entre eux et font collaborer les *dozos* sous leur autorité en vertu du principe de fraternité au fondement du *dozoya*. Profitant de ce maillage sécuritaire, les *dozos* peuvent ainsi prolonger et coordonner leurs actions sur une échelle territoriale pouvant aller au-delà des frontières nationales. Par exemple, la solidarité confrérique des *dozos* leur assure l'aide et la possibilité de pister et de poursuivre des malfaiteurs au-delà des frontières officielles, à condition qu'ils obtiennent l'aval des hiérarchies des confréries d'autres pays tels que le Mali, la Guinée ou le Burkina Faso.

LES REQUÉRANTS DE L'INTERVENTION DOZO

Les *dozos* vivent dans les communautés dont ils sont membres et de ce fait, leur organisation a une proximité avec toutes les autres catégories sociales. L'imbrication de leur organisation dans l'ordre coutumier local donne le sentiment aux populations que leurs services sont relativement accessibles à tous.

Sur le plan sécuritaire, on note qu'une variété d'acteurs sociaux a recours à l'intervention des *dozos*. Ces acteurs vont des autorités coutumières, administratives et sécuritaires aux personnes privées (commerçants, éleveurs, orpailleurs, victimes de vol, de viol, etc.). Rappelons que sur des périodes de crises sociopolitiques, et en l'absence de l'administration étatique, les *dozos* ont assumé dans les localités du nord de la Côte d'Ivoire, les fonctions de défense, de police, ont rendu des jugements et ont appliqué des sanctions. Bien qu'ils assurent ne plus intervenir dans ces domaines qui relèvent de l'état, les *dozos* sont encore sollicités par les populations rurales et certains responsables de structures privées ou même étatiques. Le panel de personnes qui recourent aux *dozos* est très large. Les FDS les sollicitent et impliquent de manière informelle pour des opérations de sécurité au niveau local ; les chefs de village pour sécuriser les abords des villages ; les opérateurs économiques pour la surveillance des magasins et la sécurité des biens et des personnes. Par exemple à Papara « c'est la population qui sollicite les *dozos* pour la surveillance des sites d'orpillage comme la coopérative minière de Tiegborogo ». Tout comme la société coopérative des éleveurs de Ferkessedougou les emploie pour sécuriser leurs parcs à bétail. Engagés dans leur mission de sécurité, les *dozos* sont sollicités par toutes les catégories sociales qui les pensent plus accessibles et compétents dans certaines situations.

LES CHAMPS D'INTERVENTION ET L'EXPERTISE SÉCURITAIRE DES DOZOS

Selon les localités, les *dozos* sont sollicités dans diverses

situations entre les missions de police, litiges divers, veille sécuritaire, conflits communautaires et interpersonnels, ou même l'appui aux FDS. Les domaines d'intervention des *dozos* s'étendent à autant de situations pour lesquelles les acteurs les considèrent comme compétents. Par exemple, à Tiéfenzo, le chef du village requiert l'intervention des *dozos* dans des domaines qui vont au-delà de la seule sphère sécuritaire et permet de voir les *dozos* dans les fonctions quotidiennes d'une police rurale :

« J'ai donné l'ordre d'ériger un barrage à la sortie du village (côté nord frontalier au Mali). A partir de 24h[mi-nuit], les *dozos* ont le devoir d'arrêter toute personne étrangère et de la garder à vue jusqu'au lendemain. Le lendemain, après interrogatoire chez le chef du village, si la raison de la présence de cette personne reste douteuse, elle est alors conduite chez les FDS. Dans le cas contraire, elle est relâchée ;



J'ai donné l'ordre de sensibiliser sur la divagation des ânes dans le village. Les ânes errants sont arrêtés et mis en fourrière. Leurs responsables sont tenus de les récupérer après avoir payé une amende fixée à 2000 F CFA. Cette somme est répartie entre la caisse des *dozos* et celle du village à part égale. En cas de refus du paiement de l'amende, un délai de 5 jours est donné aux propriétaires de l'âne. S'il ne s'exécute pas, l'âne est vendu et l'argent de la vente est reversé dans la caisse villageoise. Le propriétaire de l'âne peut être sommé de quitter le village, car cette mesure appliquée est une décision qui a été admise à l'unanimité des villageois au cours d'une réunion.



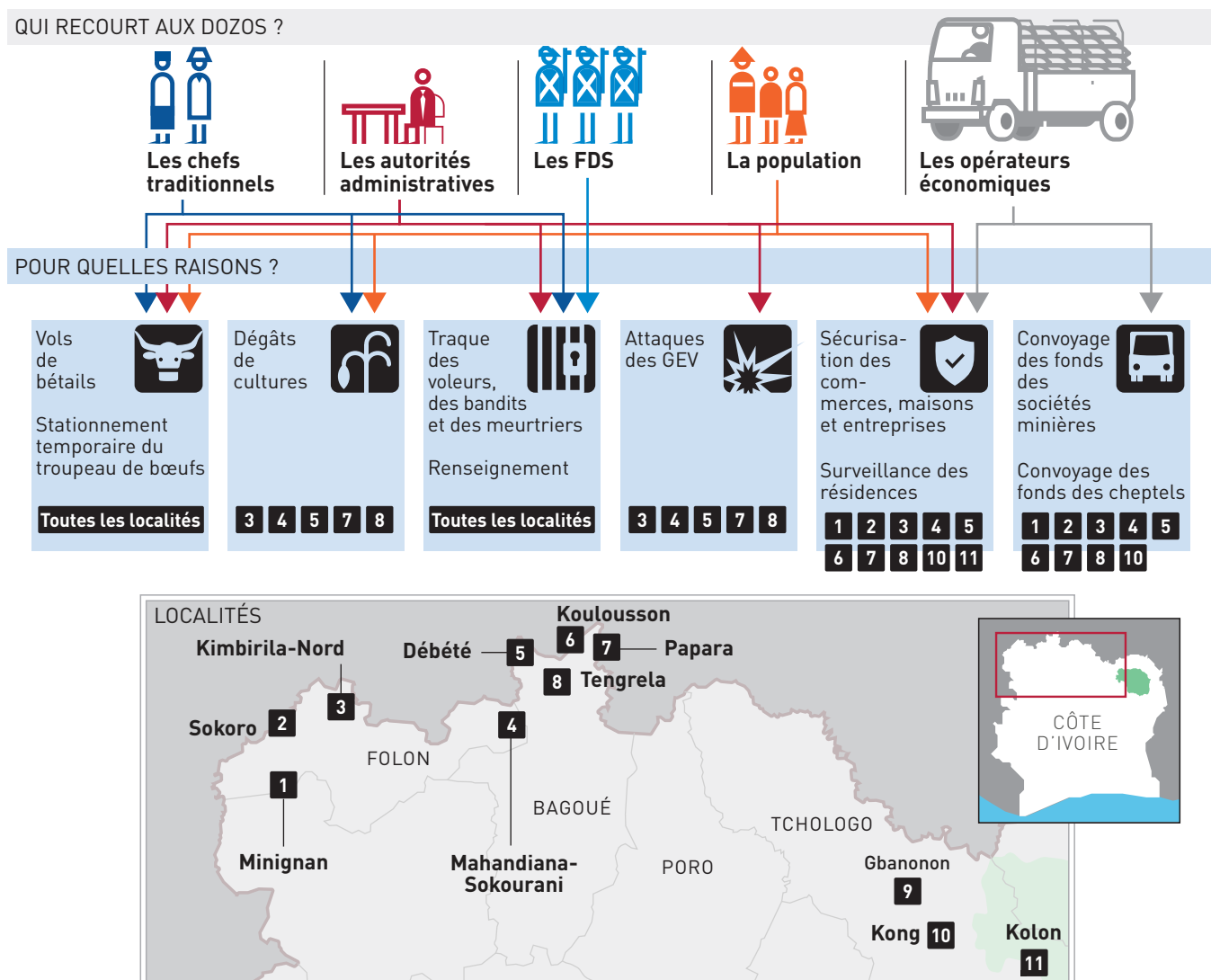
J'ai donné l'ordre d'arrêter tous les bœufs ou troupeau de bœufs destructeurs des champs. Ces bœufs sont conduits au parc du village, soit par le propriétaire du champ lui-même, soit par les *dozos* commis pour le faire. L'amende pour le retrait de ces bœufs s'élève à 25.000 FCFA (20.000 pour la caisse villageoise et 5000 pour la garde des *dozos*). Ce retrait ne se fait seulement qu'après, que le propriétaire des bœufs ait versé une contrepartie financière évaluée à la hauteur du préjudice causé par les dégâts.



Je fais participer les *dozos* au service des FDS nouvellement affecté au poste de contrôle, situé à la frontière du Mali. Ils ont pour devoir d'indiquer les limites frontalières entre le Mali et la Côte d'Ivoire à ces nouveaux venus, afin d'éviter les violations de territoires. »



Diagramme 3 : récapitulatif des acteurs qui recourent aux dozos



Dans tous ces cas de figure, les *dozos* sont chaque fois mis en mission par l'autorité coutumière et agissent sous l'ordre du chef *dozo*.

GESTION DES CONFLITS ÉLEVEURS-CULTIVATEURS ET « PARTI PRIS » DES DOZOS

Dans le cas de l'existence d'un mécanisme de gestion des conflits, les *dozos* sont souvent sollicités comme facilitateurs ou pour faire appliquer des décisions. C'est le cas par exemple des décisions rendues par le Comité de gestion des conflits agriculteurs-éleveurs qui existe dans presque tous les villages. Dans certains villages comme à Tiéfinzo, sans être membres statutaires du comité de gestion des conflits, les *dozos* sont de fait conjointement associés aux décisions et à leur application en tant que « police du village » selon les propos du Chef. De même, nous notons qu'à Kimbirila-Nord, l'intervention des *dozos* est requise, notamment lorsqu'il y a

refus de coopération du propriétaire des bœufs ayant causé des dégâts de culture. Les *dozos* interviennent pour conduire le troupeau de bœufs dans le parc du village, jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée.

Comme cela a été analysé dans le sixième chapitre du rapport, les éleveurs, notamment ceux de la communauté peule, estiment que l'implication des *dozos* dans la gestion des conflits ne garantit pas l'impartialité des décisions rendues. Cette implication des *dozos* dans la gestion des dégâts de culture n'est plus de mise dans les localités du département de Kong. Nos interlocuteurs (agriculteurs et éleveurs) affirment qu'ils choisissent plus volontiers, en première instance, le règlement à l'amiable en portant leur différend devant le chef du village ou le chef de terre. C'est lorsqu'ils ne trouvent pas d'accords que le chef de village les autorise à saisir les services de l'administration compétente (techniciens ministère de l'agricul-



Rassemblement de Dozos

ture et du ministère des ressources animales). On note que lorsque l'administration est accessible, les populations pour diverses raisons que nous analyserons plus loin, préfèrent éviter l'implication des *dozos*.

RETROUVER LE BÉTAIL VOLÉ, UNE EXPERTISE *DOZO*

À l'échelle des localités de l'étude, les éleveurs ont souligné qu'ils recourent très souvent aux *dozos* lorsqu'ils sont victimes de vol de leurs animaux. Le vol de bétail est un phénomène récurrent le nord du pays, et qui emprunte également des circuits de trafic transnational. Les forces de police et de gendarmerie sont saisies pour les formalités administratives de déclaration de perte mais les *dozos* sont généralement mobilisés par les éleveurs pour la recherche du bétail. Les *dozos* arrivent très souvent, par la mobilisation de leur réseau étendu de *dozo-ton* fonctionnant comme des relais d'informateurs, à engager la poursuite des voleurs qu'ils peuvent appréhender, et retrouver les bêtes volées. Dans le cas d'un dénouement heureux les *dozos* laissent la main aux forces de l'ordre pour conduire les procédures administratives et judiciaires. Des éleveurs marquent leur préférence pour cette implication des *dozos* qu'ils estiment plus prompt à réagir et qui ont une meilleure connaissance de l'espace dans lequel

les voleurs se déplacent.

L'INTERPOSITION FACE AUX RISQUES DE CONFLITS COMMUNAUTAIRES

Il nous a aussi été rapporté l'implication des *dozos* dans le règlement des tensions communautaires relatives aux limites foncières entre des villages, qui ont parfois donné lieu à des affrontements. Par exemple, en 2021, les villages de Kalakala et de Touala opposés sur la délimitation de leurs terres, ont failli s'affronter. L'interposition des *dozos* des deux villages a permis d'éviter l'affrontement. Encore aujourd'hui, les *dozos* veillent afin d'éviter que les terres, objets du litige, ne soient occupées, en attendant que les autorités traditionnelles de Kong et l'administration préfectorale trouvent une résolution définitive au conflit. Les *dozos* de Kolon ont aussi témoigné d'une interposition similaire, il y a quelques mois, entre les cultivateurs et les éleveurs peuls, à la suite de l'agression d'un agriculteur à l'arme blanche. Ils ont évité que les communautés malinkés ne recourent à des représailles.

Avec l'avènement des attaques ou menaces des GEV dans les localités du nord de la Côte d'Ivoire, les *dozos* se sont impliqués de différentes manières dans la quête sécuritaire. Les équipes de la mission d'étude ont collecté de nombreux exemples d'im-



plication des *dozos*. Ainsi, ils ont assuré la veille sécuritaire autour des villages lors de rumeurs persistantes d'attaque imminente des GEV (Autorité administrative). Plus concrètement, en collaboration avec l'administration et les FDS, ils ont aidé à fournir des renseignements (Tengrela, Papara, Kong). En plus du renseignement, de nombreux récits non-officiels de faits d'armes pour endiguer l'avancée des GEV sont rapportés par les *dozos* eux-mêmes et les autorités traditionnelles.

LA SAISINE DES DOZOS

Nous relevons que les *dozos* ne s'impliquent qu'à la demande explicite du chef de village et sur instruction du *dozo-ba* leur chef hiérarchique. Cependant, il arrive que la confrérie *dozo* s'autosaisisse face à un péril sécuritaire urgent comme la présence de « coupeurs de route » ou d'attaque armée en cours dans le village ou à proximité, ou encore l'attaque d'animaux féroces dans le village. En dehors de ces exceptions, le recours aux *dozos* suit toujours un protocole hiérarchique : le

chef de village est le premier à être alerté, ensuite il fait appel au responsable *dozo* qui engage ses collaborateurs à faire face à la situation.

En résumé, les associations de *dozos* sont l'émanation des communautés qu'ils servent. Dans la quête sécuritaire, les *dozos* constituent un maillon important dans les zones rurales et précisément les zones frontalières que l'étude a ciblées. La gouvernance sécuritaire des *dozos* couvre plusieurs domaines de la vie économique et domestique et s'étend aussi bien à la gestion du bien public qu'aux conflits communautaires et interpersonnels. De ce fait, les *dozos* dans leurs diverses fonctions d'enquêteurs, de police communautaire, de juges ou de bourreaux renvoient l'image d'un corps social accessible qui régule la vie sociale. Dans le contexte sécuritaire actuel, l'on peut affirmer que les *dozo-tons*, par leur apport à la sécurité collective, sont des parties prenantes primaires de la résilience communautaire face aux menaces des GEV.



8 Collaborer en dehors de la légalité : Convergences et antagonismes entre les offres sécuritaires des *dozos* et de l'État

Le champ sécuritaire dans le nord de la Côte d'Ivoire connaît une présence accrue des FDS, dans le cadre des opérations militaires de la « zone opérationnelle nord ». Le système étatique représenté par les FDS rencontre alors celui des *dozos*, qu'ils intègrent de manière informelle. Les FDS font des *dozos* des collaborateurs non-officiels de la lutte contre l'insécurité, qui se complexifie avec la dégradation de la situation sécuritaire au Mali et au Burkina Faso.

8.1 Les convergences

Sur le plan sécuritaire, les multiples rôles joués par les *dozos* font d'eux des acteurs du « calme social ». Leur intervention auprès des FDS et des autorités préfectorales dans la lutte contre l'insécurité est un atout pour le dispositif sécuritaire des FDS. On relève les points de convergence suivants entre les acteurs étatiques et les *dozos* :

SUR LE PLAN ÉTHIQUE

Les FDS et les *dozos* partagent un engagement pour le service ; les premiers pour la nation et les seconds pour leur communauté. Les valeurs des *dozos* rencontrent, dans une certaine mesure, les valeurs des FDS, telles que la défense de la patrie, la consolidation de la paix et le développement, la lutte contre la criminalité et le maintien de l'ordre public. L'image positive des *dozos* en tant que personnes courageuses, intègres et dignes de confiance porte également les valeurs de courage et de dévouement au service de la communauté¹⁴. Cette image positive du *dozo* permet aux FDS d'associer, souvent sans complexe, les *dozos* à des actions de sécurisation, et même de leur assigner des missions spécifiques.

DANS LA PRATIQUE

Le nombre réduit de FDS, voire leur totale absence dans certaines localités, ne laisse pas de choix aux populations confrontées à l'insécurité. Les *dozos* vivent au sein des com-



Brigade Dozo

¹⁴ Selon Joseph Helweg (2012) « Les *dozo* font en effet le serment à Manimory de ne pas voler, de ne pas commettre l'adultère, de ne pas mentir, ni de trahir d'autres chasseurs ». Il a le sens du devoir, le souci de la protection de tous même au prix de sa vie. Il n'hésite pas à affronter le danger quel qu'il soit, quel que soit le lieu et quel que soit l'heure.



munautés et sont donc, de fait, des agents suppléants pour les missions légalement dévolues aux FDS. Pour des raisons pratiques, les *dozos* traquent et arrêtent des malfaiteurs, puis les remettent par la suite à la police ou la gendarmerie. Leur collaboration avec les FDS peut consister à fournir des renseignements ou à pister et rechercher des malfaiteurs dans la brousse. Leur engagement auprès des FDS permet d'assurer l'efficacité de certaines opérations de sécurisation, comme en témoigne un responsable de l'Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR) à Kong :

« Les *dozos* sont beaucoup sollicités dans des situations. Ils nous servent de relais et d'informateurs puisqu'ils maîtrisent mieux l'espace. Par exemple, avec la présence des EEI (engins explosifs improvisés), on avait recruté huit *dozos* pour circuler à tout moment en vue d'assurer la sécurité à Kafolo. Ils nous aident beaucoup. Ils se rendent dans tous les lieux où il y a des suspicions. »

8.2 Les antagonismes

LE CADRE INFORMEL ET ILLÉGAL DE LA COLLABORATION

La collaboration avec les *dozos* et leur intervention aux côtés de FDS n'ont aucun cadre légal. L'existence même d'une « offre sécuritaire *dozo* » se fait en violation des lois de la République. Cette pratique de fait, ne respecte pas les dispositions légales sur le port d'armes¹⁵. L'État, à travers ses représentants (magistrats, préfets, sous-préfets, autorités militaires, etc.), adopte une attitude prudente de « tolérance implicite » face à la mobilisation des *dozos*. En l'absence de cadre légal, la collaboration avec les *dozos* reste discrète et officieuse afin de ne pas encourager une « anarchie sécuritaire ». Les propos suivants d'un agent de la police criminelle, illustrent le flou entourant le recours au *dozos* :

« De fait, nous collaborons avec les *dozos*, ça s'impose à nous... et aussi on le fait sans recommandation de nos supérieurs. Eux, ils sont beaucoup au bureau, et nous sur le terrain. Si on ne suit pas quelqu'un qui connaît le terrain, on peut se perdre et ne plus revenir. Le *dozo*, c'est sa zone, il la maîtrise et il connaît toutes les cachettes possibles. Nous on a aucun regret à leur faire appel. »

Cette absence de cadre légal est un point délicat dans la collaboration *dozo*-FDS. Au cours d'entretiens avec les *dozos*, certains ont fait remarquer qu'ils risquent leur vie au cours d'opérations sécuritaires, à la suite desquelles leurs ayants-droits ne pourraient bénéficier de rien s'ils venaient à mourir.

LA QUESTION DU PORT D'ARMES

Dans toutes les localités de l'étude, les *dozos* portent des armes à feu de type calibre 12, de fabrication industrielle ou traditionnelle en violation des dispositions des décrets portant interdiction du port d'armes et réglementation des armes et munitions. Dans l'imaginaire populaire et culturel, le fusil est un attribut distinctif du chasseur traditionnel, et plus encore pour le *dozo* qui s'identifie à l'arme. Au cours des entretiens, ils ont affirmé qu'un *dozo* doit avoir son fusil au cours de ses déplacements afin de se défendre en toute circonstance. Cette pratique culturelle du port du fusil présente un risque pour l'administration étatique en charge de la sécurité car il est arrivé que des braconniers et des bandits circulent incognito avec des armes en arborant la tenue traditionnelle des *dozos*. Le phénomène de « faux *dozos* » a aussi parfois nourri la psychose de l'insécurité. Face à une possible confusion entre « *dozos* » et malfaiteurs, les FDS avouent ne plus savoir la conduite à tenir lors des passages de certains individus à leurs postes de contrôle. La carte d'identité *dozo* n'est pas une garantie des bonnes intentions d'individus en arme, même s'ils sont réellement *dozos*. En somme, la question du port d'armes n'ayant pas encore trouvé de réponse appropriée et définitive, elle constitue un clivage dans la co-construction de l'offre sécuritaire hybride. Elle est laissée à l'appréciation des FDS et des autorités étatiques, sous le prisme du réalisme sécuritaire.

LA CHASSE COMME ÉLÉMENT ONTOLOGIQUE DU PARCOURS INITIATIQUE DU DOZO

Dans le *dozoya*, la chasse permet de manifester la maîtrise de connaissances initiatiques et d'être élevé dans la hiérarchie confrérique. Sa pratique reste pour la confrérie une part fondamentale de l'initiation et de la progression au sein de la hiérarchie, comme l'indiquent ces propos recueillis à Débété :









« Tout commence par la chasse. Le natif ou l'étranger qui désire devenir *dozo* doit d'abord tuer trois animaux sauvages au moins qui ont des sabots. Il doit ensuite donner dix colas et un poulet pour le sacrifice. Une fois cette étape franchie, il peut commencer son initiation auprès d'un ancien. »

(DOZO, DÉBÉTÉ)

La chasse est un élément de clivage entre *dozo* et FDS car elle est interdite en Côte d'Ivoire depuis 1974¹⁶. Les agents des Eaux et Forêts qui participent à l'appareil sécuritaire ne peuvent pas s'associer à un groupe s'adonnant à la chasse, une activité passible de poursuites pénales. Un responsable de l'OIPR a relevé de nombreux incidents impliquant des chasseurs *dozos* sur le territoire du Parc national de la Co-

¹⁵ Décret du 4 juillet 2012 portant modification du décret n° 99-183 du 24 février 1999 portant réglementation des armes et munitions.

Diagramme 4 : analyse SWOT de la dynamique dozo dans le contexte de la résilience communautaire et de la cohésion sociale dans les régions du Folon, de la Bagoué et du Tchologo

 <p>FORCES</p> <ul style="list-style-type: none"> Image globalement positive auprès des populations Bonne connaissance de l'espace rural Corps social accessible et facilement mobilisable Hiérarchie interne et respect des autorités (administratives et coutumières)  <p>DÉFIS</p> <ul style="list-style-type: none"> Trouver un cadre formel de collaboration entre les <i>dozos</i> et les membres des FDS 	 <p>FAIBLESSES</p> <ul style="list-style-type: none"> Membres majoritairement analphabètes Recours systématique à la violence et non-respect des droits humains  <p>DÉFIS</p> <ul style="list-style-type: none"> Besoin de formation/sensibilisation des <i>dozos</i> au respect des droits humains, dans le cadre de leur rôle informel dans la sécurisation des biens et des personnes.
 <p>OPPORTUNITÉS</p> <ul style="list-style-type: none"> Expériences locales réussies de collaboration avec les FDS et l'administration étatique Les <i>dozos</i> sont disposés à collaborer dans la lutte contre les GEV Maillage sécuritaire et réseau de renseignement  <p>DÉFIS</p> <ul style="list-style-type: none"> Besoins matériels des <i>dozos</i>, par exemple en termes de moyens de communication 	 <p>MENACES</p> <ul style="list-style-type: none"> Les communautés ne perçoivent pas les <i>dozos</i> comme impartiaux Risques de dérives d'éléments <i>dozos</i> Généralisation du port d'armes et prolifération des ALPC (armes légères et de petit calibre).  <p>DÉFIS</p> <ul style="list-style-type: none"> Identifier officiellement les membres des <i>dozos</i> par village. Garder le contrôle sur l'intervention des <i>dozos</i> et éviter qu'ils s'arrogent le pouvoir de décider et d'exécuter des actions de sécurité.

moé. Bien que les grandes organisations de *dozos*, par la voix de leurs responsables, soient engagées en faveur de la protection de la faune, elles peinent à contrôler ou à mettre fin à cette pratique. Les *dozos* sont souvent interpellés par les FDS pour braconnage.

LE RESPECT DES DROITS HUMAINS ET LE RECOURS À LA VIOLENCE DES DOZOS

Comme nous l'apprend la confrérie d'Odienné, le corps des *dozos* en charge des missions de police se distingue des *dozos* traditionnellement affectés à la garde des rois, armés de grand sabres, mais aussi de ceux armés de fusil qui par le passé défendaient la communauté contre les invasions. Les « *dozos* policiers » ont la particularité d'être équipés de cordes pour ligoter rudement toute personne suspecte avant qu'elle soit soumise à un interrogatoire. Cette pratique est dénoncée

car elle ne respecte pas la présomption d'innocence, ni la préservation de l'intégrité physique ou de la dignité humaine que prescrit le droit moderne. La détention et le châtement corporel sont des pratiques persistantes chez les *dozos*. Ces traitements sont humiliants mais, selon les *dozos*, ils sont conformes à leur perception de la justice. Les *dozos* n'ont pas conscience de l'importance des droits humains, comme en témoigne un agent de la police : « ...C'est vrai qu'on ne peut pas aimer tout ce qu'ils font. Sinon, on travaille en parfaite collaboration. (...) Avant, ils torturaient les présumés coupables mais depuis on leur a dit d'arrêter ça et quand ils prennent quelqu'un, ils nous l'envoient. »

UN BÉNÉVOLAT DE PLUS EN PLUS INTÉRESSÉ

Les *dozos* que nous avons rencontrés partagent un sentiment de non-reconnaissance de leur contribution par les FDS. Bien que leur engagement dans la lutte contre l'insé-

¹⁶ Par arrêté n° 03/SEPN/CAB du 20 février 1974 portant fermeture de la chasse.



curité soit bénévole, au cours des entretiens, les *dozos* ont exprimé le sentiment de ne pas être appréciés et récompensés à leur juste valeur. Ils ont aussi signifié leur espoir d'obtenir plus d'assistance financière et matérielle de la part de l'État et des FDS.

Le système sécuritaire des FDS censé couvrir toute l'étendue du territoire national peine à offrir la sécurité partout. L'intervention des *dozos* dans le champ sécuritaire est par conséquent un appui ou une substitution au service public de sécurité. Si par réalisme l'acceptation de la cohabitation des deux offres sécuritaires s'impose à l'État, on note que dans leur déploiement, elles se juxtaposent. Les *dozos* et FDS s'adaptent, innovent et mutualisent leurs efforts. Ils entrent parfois en conflit. Les deux systèmes convergent car ils ont le même but, et divergent dans les pratiques. Il faut noter qu'une faible régulation des antagonismes entre les deux partis et les frustrations des *dozos* liées à la non-reconnaissance de leurs actions constituent des risques pour la paix et la cohésion dans les localités visitées. Le risque de décrédibilisation de l'appareil sécuritaire étatique augmente à travers les recours officieux et répétés aux *dozos*, et par extension à la légitimation de leur rôle de milice communautaire parfois au détriment de certains groupes.



Un Dozo tenant



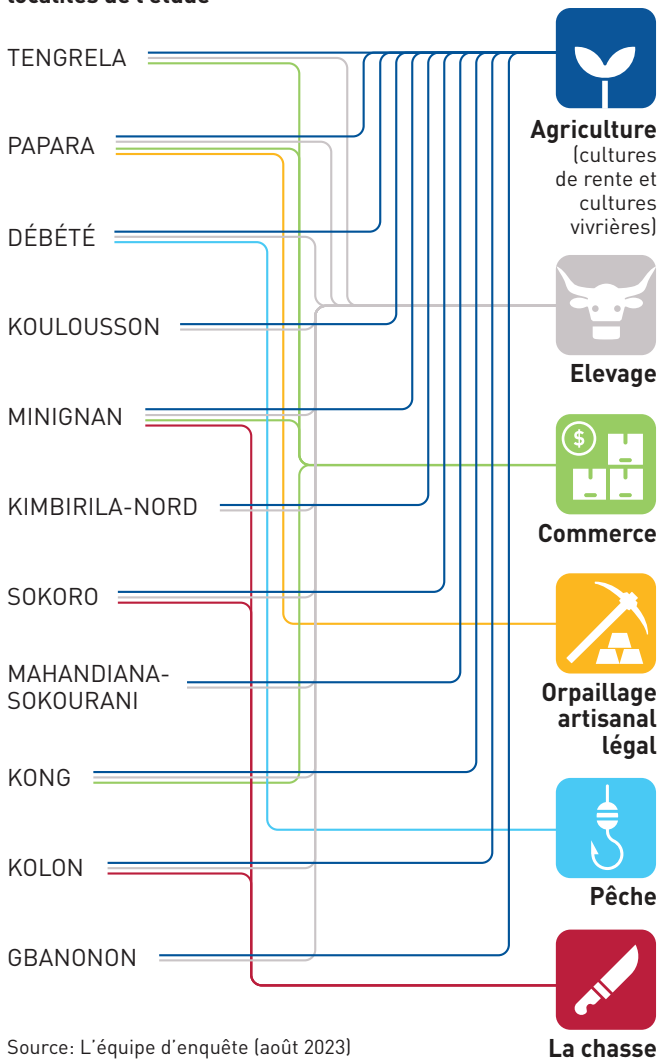
9 L'implication des *dozos* dans les compétitions locales autour de la gestion des ressources naturelles

Ce chapitre met en exergue les principales activités économiques des populations des localités ciblées par l'étude et identifie les domaines d'activités qui recourent aux *dozos*. Il s'agira également, sous le prisme de la gestion des ressources naturelles, d'observer les tensions communautaires.

9.1 Principales activités économiques

Les principales activités économiques dans les localités de l'étude tournent autour de l'agriculture et de l'élevage. Le commerce se pratique également dans certaines zones et concerne, pour la plupart, les produits vivriers, le beurre de karité.

Diagramme 5 : principales activités économiques dans les localités de l'étude



9.2 Les domaines économiques qui font appel aux *dozos*

La confrérie *dozo* est en général sollicitée dans les secteurs de l'orpillage artisanal (Papara), de l'élevage et l'agriculture (Tengrela, Papara, Débété, Kong, Gbanonon, Kolon, Minignan, Kimbirila-Nord, Mahandiana-Sokourani, Sokoro), le commerce, des entreprises privées (station-service à Koulousson, magasin, agence, etc.), des établissements hôteliers et scolaires (Kong).

A Papara, la Coopérative minière Tiegborogo recourt aux *dozos* pour assurer la sécurité des sites d'orpillage artisanal en contrepartie d'une rémunération journalière allant de 5000 CFA à 25000 CFA par *dozo* employé : « Nous avons eu plusieurs cas de bagarre entre les mineurs, des vols et des braquages sur les sites d'orpillage. Nous avons donc eu recours aux *dozos* pour maintenir l'ordre sur les sites. Et depuis qu'ils assurent la sécurité, il n'y a plus de vols ni de braquages ni de bagarres. Tout est rentré en ordre. » (Jeunesse, Papara).

Au niveau de l'élevage, les *dozos* sont sollicités pour sécuriser les couloirs de transhumance (Sokoro) et les cheptels dans les parcs (Ferkessédougou, Débété, Sokoro, Papara, Koulousson, Kong, Kolon). Ils interviennent également dans la recherche du bétail volé. Pour leur parfaite maîtrise de la brousse et des couloirs de transhumance, les *dozos* sont des acteurs incontournables dans la recherche du bétail volé ou perdu : « C'est vrai que les *dozos* ont des pratiques assez brutales et humiliantes qui font qu'on ne les apprécie pas beaucoup. Mais ils sont les seuls capables de retrouver nos bétails volés et dans un court délai. Ils sont des acteurs incontournables pour nous éleveurs » (Communauté Lobi, Kong).

L'autre domaine économique qui recourt très souvent aux *dozos* concerne l'agriculture et particulièrement la gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs. La plupart des interventions concerne le volet sécuritaire. En cas de conflits entre éleveurs et agriculteurs liés aux dégâts de cultures, les *dozos* sont sollicités pour calmer les tensions et amener les protagonistes chez les autorités traditionnelles ou administratives pour régler le contentieux.

Mais il y a des localités (Sokoro) où les *dozos* interviennent dans le règlement des conflits éleveurs et agriculteurs au même titre que les comités villageois chargés de la gestion des conflits. En cas de dégâts de cultures, le cultivateur est en droit de recourir soit aux *dozos*, soit au comité des gestionnaires de conflits. Cependant, les agriculteurs re-



courent plus souvent aux *dozos*, car pour eux le dozo est capable d'identifier les traces du troupeau dévastateur parmi d'autres dans la brousse. De plus, les *dozos* peuvent poursuivre leurs investigations au-delà des frontières ivoiriennes. À l'inverse, les éleveurs préfèrent recourir au comité villageois de gestion des conflits, aux autorités traditionnelles et administratives, aux responsables des ministères de l'Agriculture et des Ressources animales et halieutiques, car, pour eux, les *dozos* sont partiaux et commettent trop d'abus dans la gestion des conflits entre éleveurs et agriculteurs : « *Quand nos bœufs vont faire des dégâts dans les cultures, il arrive que le propriétaire accepte des excuses présentées sans vouloir un dédommagement mais les dozos poussent le propriétaire à demander des dédommagements. Dans le cas où l'éleveur et l'agriculteur conviennent d'un montant à payer, les dozos incitent ce dernier à revoir à la hausse le montant demandé. Pour éviter ce genre de situation, nous avons signé un accord avec les vétérinaires qui nous représente en cas de dégâts de culture et qui nous aident à fixer d'un commun accord avec les agriculteurs un prix convenable.* » (Communauté peule).

A Sokoro, la gestion de la terre est l'apanage des chefs de terre. En cas de conflits fonciers, ceux-ci travaillent en étroite collaboration avec les *dozos*, qui sont mandatés par le chef du village pour régler les conflits fonciers. Les *dozos* interviennent pour préciser la délimitation des terres car ils connaissent la brousse mieux que quiconque.

9.3. Les objets de tension communautaire autour des ressources naturelles

De façon générale, les objets de tension autour des ressources naturelles sont liés au foncier (la gestion des terres). Il y a un véritable enjeu économique autour du foncier, et cela engendre beaucoup de tensions entre les différentes communautés. Ces tensions proviennent des contestations des limites des parcelles, des limites villageoises et même des limites frontalières entre la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Mali. Les tensions sont également liées aux dégâts de cultures par le bétail. Ce type de conflits est le plus répandu dans les localités de l'étude et oppose, en général, les communautés locales à la communauté peule.

Les raisons les plus courantes derrière le conflit entre éleveurs peuls et agriculteurs autochtones¹⁷ sont le manque de couloirs de transhumance et la gestion des points d'eau.

Une autre raison évoquée au cours de cette étude se trouve dans l'attribution des parcelles pour l'agriculture et les pâturages aux allochtones¹⁸ et aux étrangers par les propriétaires terriens. Pour la communauté lobi et celle de la CEDEAO (communautés d'origine étrangère des pays limitrophes) de Kong, les propriétaires terriens sont à la base des conflits éleveurs car « *ils attribuent des parcelles de pâturages aux éleveurs peuls à proximité des parcelles pour l'agriculture qu'ils ont, au préalable attribué aux agriculteurs lobi* ».

Certains propriétaires terriens ne respectent pas leurs engagements : « *Quand les propriétaires voient que ton rendement est bon, ils t'arrachent leurs terres* » (communauté peule, Débété). Ces situations conduisent à des formes d'insécurité foncière, car les terres sont prises à certains et attribuées à d'autres (Gbanonon).

De même, l'afflux de populations de l'espace CEDEAO à la recherche du mieux-être et d'autres fuyant l'insécurité (les Burkinabés en particulier) induit une pression démographique dont les effets se ressentent sur la gestion des terres : « *Il y a vraiment des frustrations dans le domaine du foncier à Kong, les propriétaires terriens nous arrachent des terrains pour les réattribuer à la communauté Minianga* » (Communauté Lobi).

A Koulousson, des problèmes de délimitation des terres, sur fond de conflit frontalier avec le Mali, ont conduit au déplacement du village de son site originel à son site actuel : « *Les tensions que nous avons ici sont celles avec les villages maliens qui contestent les limites de la frontière. Avant le village se trouvait de l'autre côté de la rivière. Cependant, à cause des problèmes avec nos frères maliens, le village a été délocalisé sur le site actuel. Mais le cimetière se trouve toujours de l'autre côté.* » (Chefferie, jeunes, Koulousson).

La même situation est observée entre Débété et le village malien de Djombougou, entre Diamakani et Niarangba, entre Sirakoro et Boulanka dans la Sous-préfecture de Débété.

A Tengrela, un conflit communautaire latent entre sénoufo et malinké autour de l'espace Katchôlô fait craindre une explosion de violence. Les sénoufos revendiquent l'espace qui serait leur bois sacré, tandis que les malinkés projettent d'y ériger un centre culturel islamique¹⁹.

L'orpaillage est un autre facteur de risque lié à la gestion des terres. En effet, il engendre beaucoup de tensions liées

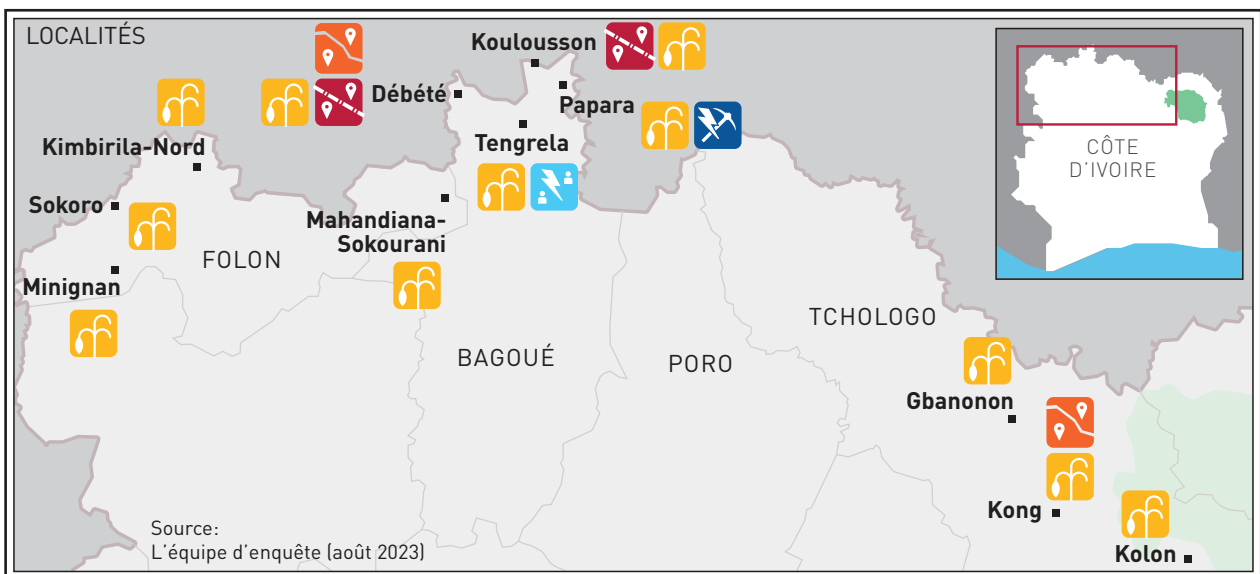
¹⁷ Dans les localités de l'étude, les autochtones sont composés essentiellement des Sénoufos et des Malinkés, même si dans le Folon, il existe une ancienne souche de peuls qui se considèrent comme des autochtones.

¹⁸ Les allochtones sont des communautés ivoiriennes venues des autres régions de la Côte d'Ivoire.

¹⁹ Les *dozos* ne sont pas impliqués dans le règlement des conflits là où l'autorité administrative est présente. Ils interviennent généralement dans les zones rurales reculées où il n'y a pas d'autorité administrative et sécuritaire.

Diagramme 6 : récapitulatif des acteurs qui recourent aux dozos

NATURE ET OBJET DU CONFLIT FONCIER				
Délimitation des villages	Dépossession des parcelles par les propriétaires terriens	Dégâts de culture	Compétition autour de l'espace Katchôlô	Compétition autour des parcelles pour l'orpaillage
LES ACTEURS EN CONFLIT				
Communautés villageoises de Débété et de Koulousson VS Communautés maliennes Communautés villageoises de la sous-préfecture de Débété, (Diamakani VS Niarangba, Sirakoro VS Boulanka)	Autochtones VS Allochtones et étrangers (lobi, peuls)	Éleveurs (peuls pour la plupart) VS agriculteurs	Communauté sénoufo VS Communauté malinké	Les membres des différentes familles des communautés autochtones



au foncier entre différentes familles des communautés autochtones (Papara).

En résumé, toutes les tensions communautaires tournent autour du foncier qui reste un principal enjeu économique (pour l'agriculture, l'élevage, l'orpaillage) dans les localités frontalières du nord. L'objet de tensions commun à toutes les lo-

calités de l'étude concerne les conflits entre agriculteurs autochtones et éleveurs peuls. L'implication des dozos dans ces conflits est, pour la plupart, pour calmer les tensions entre les différents protagonistes, mais il arrive aussi qu'ils interviennent pour régler les conflits. Les dozos ne s'impliquent pas dans ces conflits de leur propre chef mais sont plutôt mandatés par les autorités traditionnelles à qui ils sont assujettis.

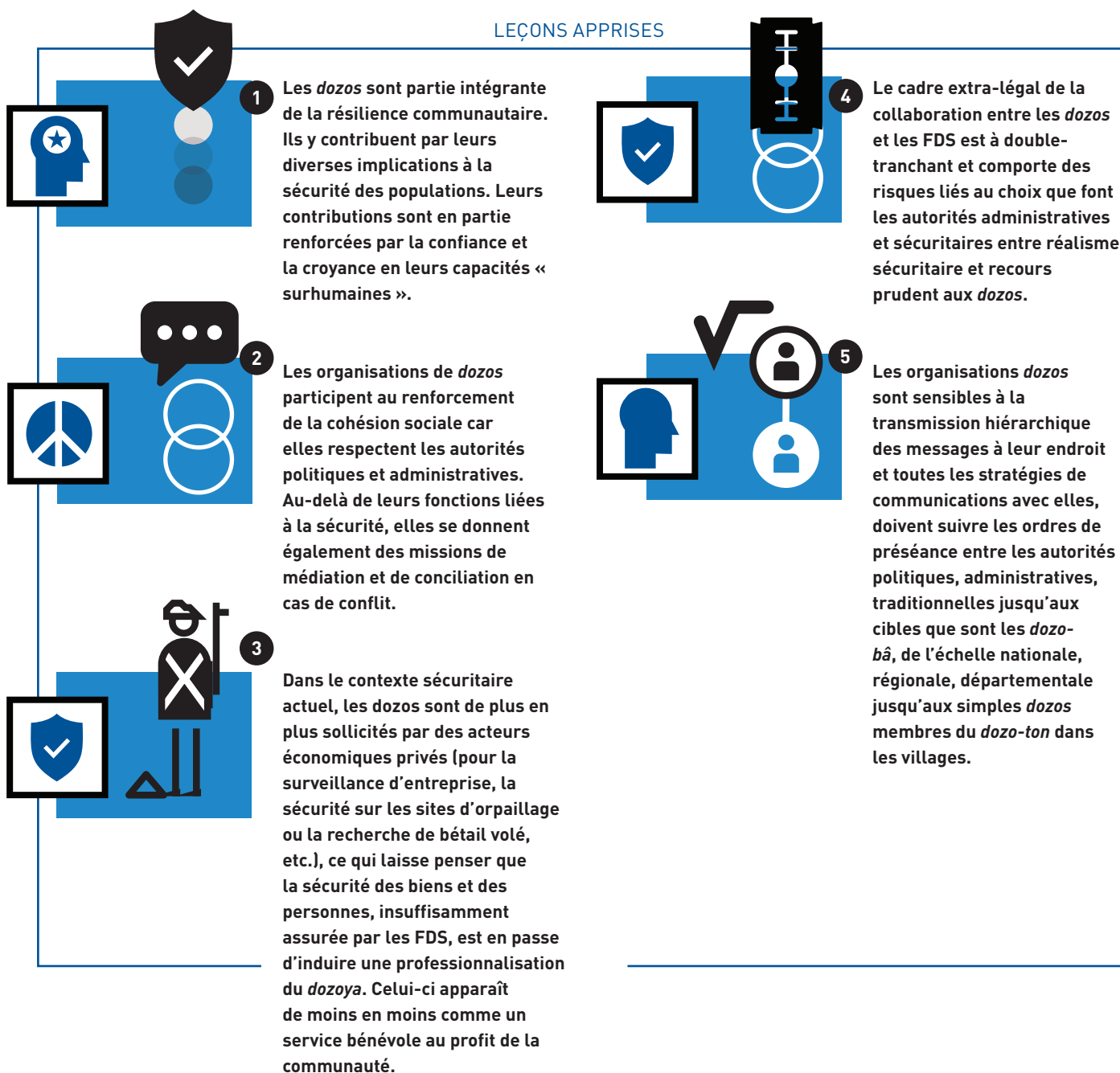


Conclusion : Leçons apprises et recommandations

En Côte d'Ivoire, le phénomène *dozo*, traditionnellement enraciné depuis plusieurs siècles dans les régions septentrionales, s'est déployé dans l'espace sécuritaire national au gré des conjonctures politiques et des contextes sécuritaires progressivement fragilisés depuis le début des années 1990. Au fil de ces contextes successifs de la mobilisation, puis de la démobilisation ou même de la remobilisation des *dozos*, entre appel à appuyer des FDS, soutien aux forces de la rébellion

des Forces Nouvelles (FN) et collaboration pour endiguer la menace des GEV dans le contexte actuel, la confrérie des *dozos* est aujourd'hui une partie prenante de premier plan dans la résilience communautaire et le renforcement de la cohésion sociale dans les régions du Folon, de la Bagoué et du Tchologo. Cette étude a dégagé les leçons suivantes :

LEÇONS APPRIS



Références

African Security Sector Network (ASSN) (2015), " *La confrérie des chasseurs « dozos » de Côte d'Ivoire* ", <http://africansecuritynetwork.org/assn/wp-content/uploads/2016/12/La-confrerie-des-chasseurs-Dozos-en-Cote-dIvoire.pdf>.

Hagberg, S., & Ouattara, S. (2013), *Vigilantes in War Boundaries Crossing of Hunter in Burkina Faso and Côte d'Ivoire*, Dans T. Kirsch, & T. Grätz, *Domesticating Vigilantism in Africa* (pp. 98-117). Rochester : Boydell and Brewer.

Hellweg, J. (2012), « *La chasse à l'instabilité : Les dozos, l'état et la tentation de l'extralégalité en Côte d'Ivoire* », *Migrations Société*, Vol. 6, pp. 163-18.

Koné, R (2018), " *La confrérie des chasseurs traditionnels dozos en Côte d'Ivoire : enjeux socio-culturels et dynamiques sécuritaires* ", Montréal, Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix.





ONUCI, OHCHR (2013), « *Rapport sur les abus des droits de l'homme commis par des dozos en république de Côte d'Ivoire* », <http://www.onuci.org/pdf/rapportp.pdf>

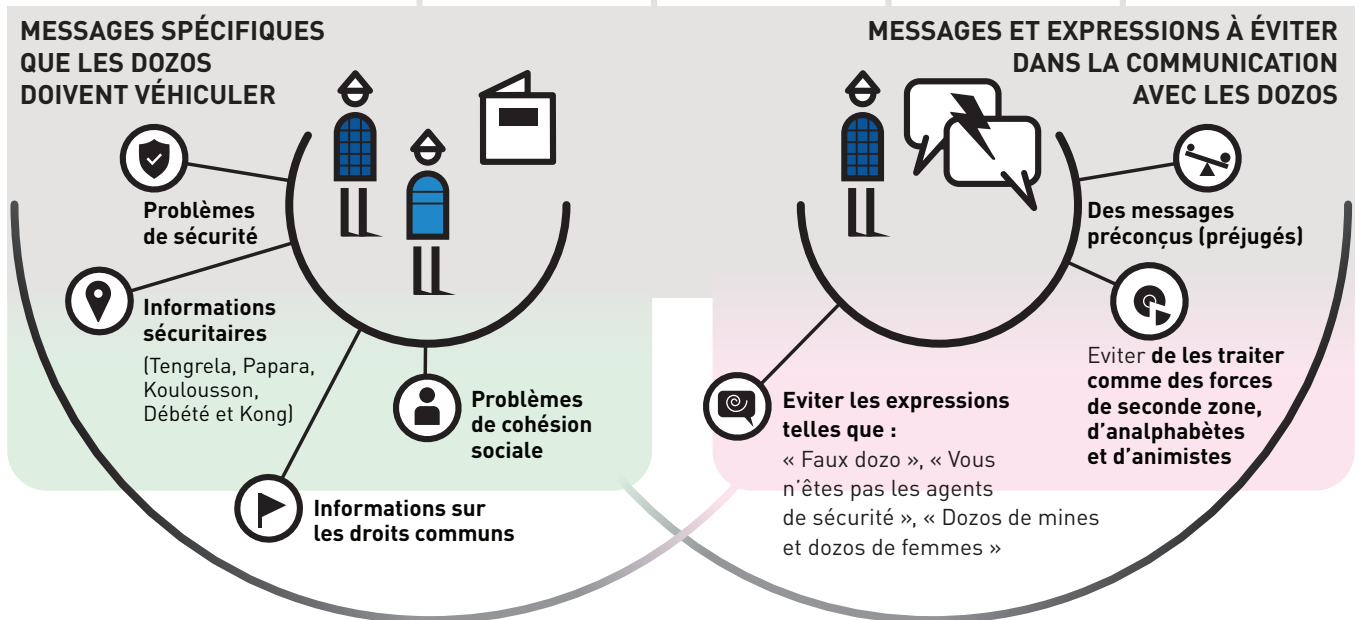


Dozos jouant de la musique



Diagramme 7 : esquisse de stratégies de communication autour de la question dozo

MODES DE COMMUNICATION DES DOZOS				
	Entre eux 	Avec les FDS 	Avec la population 	Avec l'autorité administrative 
Téléphone	✓	✓		✓
Réseaux sociaux	✓			
Réunions et rencontres	✓	✓		
Techniques ancestrales *	✓			
Consultation avec la chefferie			✓	
Courrier adressé au chef dozo				✓
Concours du griot				✓
Pendant les évènements culturels				✓



LES ACTEURS À PRIVILÉGIER



* Code tel que les feuilles qu'on dépose sur les routes, envoi de messenger, flûte, sifflet, Tam-Tam. Les dozos communiquent avec l'administration en général pendant les évènements culturels, les cérémonies comme la fête de l'indépendance. L'autorité administrative communique avec les dozos en cas de vols de bétails, de divagation d'animaux, problèmes sécuritaires, etc.



Ce produit de recherche a été rendu possible grâce au soutien de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), dans le cadre de l'accord de coopération de l'USAID n° 72062421CA00002. Les opinions exprimées ici sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID).
Abidjan Cocody 2 Plateaux ENA St Jacques

ISBN 978-1-964458-01-4

